Vol. 3 No. 38 • Du 7 au 13 Avril 2010
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

CONFÉRENCE DES DONATEURS À L'ONU

Voir page 4



De gauche à droite: la secrétaire d'Etat des Etats-unis, Hillary Clinton, le secrétaire général de l'ONU Ban ki-moon, le Président haïtien René Garcia Préval et le ministre des Affaires étrangères de la France Bernard Kouchner

31 MARS 2010 MANIFESTATION À L'ONU

Voir page 4



En réplique à ce qui se trame contre Haïti des membres de Fanmi Lavalas, KAKOLA, IHNS avec beaucoup d'autres compatriotes protestant contre l'exclusion totale du peuple haïtien dans toutes les délibérations autour des milliards de dollars à verser pour la "reconstruction" d'Haïti.



Reprann aktivite lekòl yo: echèk gouvènman Preval/ Bellerive la

Page 6



5 milliards de dollars US, quels projets De Reconstruction et quel Développement?

Page 7



Raul Castro au Congrès de la jeunesse communiste de Cuba

Page 10



En route vers Madrid au sommet des peuples!

Page 15

Le Protectorat d'Haiti légalisé à l'ONU

Par Berthony Dupont

Le dénouement de la rencontre du 31 mars dernier à New York est bien connu de tout le monde: les pays donateurs promettent près de 10 milliards de dollars pour reconstruire Haïti. Cette conférence sinon cette fête des nantis est sans aucun doute la performance la plus réussie des pays impérialistes notamment les Etats-Unis à travers leur ministère des Affaires étrangères, les Nations unies.

Ce n'est pas aux 10 milliards de promesses qu'il faut réellement penser, c'est à ce qui se concocte derrière cette promesse sous couvert d'humanitaire. Certains pays peuvent être de bonne foi en voulant solidairement aider un pays frère, mais ce n'est pas l'objectif et l'idéal des grandes puissances représentant des multinationales qui ne pensent qu'à s'accaparer des richesses du monde. Leur prétention est de jouir sans encombre des immenses et riches ressources des autres, en les acquérant essentiellement par la violence.

Ce n'est rien d'autre que la manifestation de la volonté des exploiteurs impérialistes de s'approprier légalement les richesses de notre pays par le biais de la dévastation sociale dont ils sont à l'origine. Il y a belle lurette, en effet, depuis que le Conseil de sécurité des Nations Unies réfléchissait aux moyens de mettre Haiti sous une sorte de protectorat, puisque à leurs yeux, c'est un pays qui a échoué, qui a raté sa mission. De fait, l'opportunité leur a été offerte, depuis le mois de Janvier dernier, d'absorber un petit pays sous prétexte d'aide au développement, n'est ce pas une inquiétude dangereuse de savoir que cette aide mettra en cause la souveraineté nationale haïtienne ?

Rappelons pour l'histoire que c'est seulement un tiers des fonds que l'Amérique Centrale avait finalement reçu après les ravages du Cyclone Mitch en 1998, alors qu'on lui avait également promis plus de 9 milliards d'aide. Quel sentiment de culpabilité a pu pousser le vice président des Etats-Unis Joe Biden à déclarer dans une rencontre à Miami avec la diaspora que « la Maison-Blanche tiendrait son engagement et sa promesse de reconstruction d'Haïti afin d'assurer à l'île, un avenir meilleur ». Et d'ajouter «Nous avons fait la promesse de déblayer les décombres, mais aussi de remettre Haïti sur pied, comme ce pays ne l'a pas été depuis longtemps». Quel message voulait-il faire passer ?

En réalité, ce n'est pas du fait que la nation est au bord de l'abîme, que les forces du mal international cherchent à l'accaparer, mais c'est bien pour faire payer à Haiti sa prouesse de les avoir vaincues, forgeant ainsi la première nation nègre souveraine de l'hémisphère. Et cette récupération est en bonne voie grâce à la bourgeoisie haïtienne et aux deux nouveaux Sudre Dartiguenave : René Garcia Préval et Jean-Max Bellerive, deux exécutants les plus déterminés, deux anti-nationaux qui ne font qu'appliquer à la lettre sans aucun décorum les formules néo-coloniales.

Il y a un autre aspect qu'on ne peut manquer d'évoquer à ce sujet: certaines gens de cette bourgeoisie font le dos rond comme quoi ils sont en désaccord avec l'exécutif haïtien; ce n'est pas du fait de la stratégie adoptée pour vendre le pays mais plutôt du fait qu'ils n'ont pas été invité à partager le butin, que le partage s'est fait entre quelques copains et copines.

Par ailleurs, la nouvelle a circulé dans la presse étrangère qu'une canadienne a trouvé dans les archives d'une bibliothèque à Londres le document original de notre Acte d'indépendance et du discours de Dessalines le 1er Janvier 1804. N'est-ce pas une affaire importante pour nous autres Haïtiens? Cependant le gouvernement haïtien n'a jusqu'à présent pipé mot sur cette nouvelle et croyez moi, il gardera le mutisme parce que c'est une affaire qui ne relève pas de sa compétence, car tout ce qui est lié à notre fierté et à notre dignité ne le concerne pas.

Par contre, s'il s'était agi d'une très forte somme d'argent qu'on aurait trouvé et qu'on aurait voulu donner à Haiti, ce beau monde serait déjà sur les lieux avec leurs beaux discours de circonstance. Ils sont capables de tout, tenez cette déclaration de Bellerive au Brésil concernant un appel du président Wade du Sénégal aux Haïtiens, à savoir « que des émissaires haïtiens seront prochainement au Sénégal pour étudier sur place, avec les autorités sénégalaises, la meilleure manière de mettre en œuvre l'idée du président Abdoulaye Wade d'accueillir les Haïtiens désireux de s'établir dans ce pays, après le tremblement de terre qui a dévasté Port-au-Prince ».

La belle inconscience ! Un premier ministre qui au lieu de s'adresser au peuple pour le mobiliser et lui faire prendre conscience de son profond intérêt à participer à la reconstruction du pays, préfère se débarrasser d'eux. La belle démission ! On aura compris maintenant toutes ces réticences à enlever les gens sous les décombres, en laissant périr un nombre incalculable de façon à faire place aux touristes qui viendront dans les prochains casinos et les plages de Port-au-Prince, de Léogâne et de Jacmel comme promis par les Clinton, Bush et Obama, quand ces derniers auront eu leur reconstruction.

Comment a-t-on pu arriver à cette déchéance d'une plus grande magnitude que celle même du tremblement de terre, quand on sait cette leçon de haut courage patriotique que le 1er Janvier 1004, Jean-Jacques Dessalines nous avait léguée: « *Prête donc entre mes mains le serment de vivre libre et indépendant et de préférer la mort à tout ce qui tendrait à te remettre sous le joug. Jure enfin de poursuivre à jamais les traîtres et les ennemis de ton indépendance ! De combattre jusqu'au dernier soupir pour l'indépendance de notre pays !* »

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

L'unique copie de l'acte de l'indépendance d'Haïti trouvée à l'étranger

Par Jackson Rateau

La seule copie de l'acte de l'indépendance d'Haïti qui reste se trouve dans les Archives Nationales Britanniques de Londres. Elle était la propriété du gouverneur d'alors de la Jamaïque pour qui une copie de l'acte a été spécialement imprimée lors de la proclamation de l'indépendance d'Haïti le 1e janvier 1804, après l'héroïque épopée du 18 novembre 1803, la dernière bataille de l'armée indigène contre les colons de Saint-Domingue ; bataille par laquelle l'armée napoléonienne fut capitulée. Cette copie perdue dans les archives de Londres a été découverte par hasard par Julia Gaffield, canadienne, étudiante de l'Université de Duke de Durham en Caroline du Nord (Est des Etats-Unis), au moment de ses recherches méticuleuses relatives à ses études, aux Archives Nationales Britanniques de Londres.

A noter qu'aucune copie de ce document, disons l'acte de naissance du pays, ne se trouve classé nulle part en Haïti, même dans les Archives Nationales d'Haïti. Qui aurait pensé qu'Haïti n'a pas son acte de naissance ?

La Société Haïtienne d'Histoire et de Géographie (SHHG) et le Musée du Panthéon National d'Haïti (MUPANA) qui avaient récemment sollicité la conservation de toutes les pièces importantes du patrimoine historique et culturel du pays n'ont pas encore réagi sur cette importante découverte.

Coupons de rationnement vendus ou échangés contre les faveurs sexuelles en Haïti

Les coupons de rationnement, sorte de billets gratuits d'aide humanitaire, devant privilégier les sinistrés à s'approvisionner en nourriture et autres produits de première nécessité, font actuellement l'objet d'un véritable scandale en Haïti. Ils sont échangés contre n'importe quoi : agent, avance ou faveur sexuelle et autres. Des personnes ayant en leur possession des liasses de coupons préfèrent les jeter ou les brûler en guise de les passer à ceux qui en ont besoin. Une commerçante, Mme Noël eut à raconter ce qu'elle avait observé : « L'autre jour, j'ai été à un enterrement. À notre grande stupéfaction, nous avons découvert un lot de coupons que quelqu'un avait jeté dans le cimetière. Des fois, je vois passer des gens à moto transportant des sacs de riz. Ce sont les mêmes personnes qui s'approvisionnent au cours de la journée. Il y en a qui collectionnent des coupons et qui vont les vendre dans tous les points de la capitale », ajouta-t-elle indignée, assise devant sa boutique.

Nomination d'un nouveau chef de la MINUSTAH



Edmond Mulet

Le jeudi 1e avril 2010, Edmond Mulet, 59 ans, originaire du Guatemala a été nommé par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon représentant spécial en Haïti et chef de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti MINUSTAH en remplacement du tunisien Hedi Annabi, décédé en Haïti lors de l'hécatombe du 12 janvier 2010.

Ancien ambassadeur du Guatemala auprès de l'Union Européenne et ancien membre du congrès de son pays d'origine (Le Guatemala), il a été le numéro un de la MINUSTAH dans la période 2006 – 2007.

Des ingénieurs bénévolats haitiano américains en Haïti

Dans le cadre de l'évaluation des bâtiments endommagés par le tremblement de terre du 12 janvier 2010, un groupe de neuf ingénieurs haitiano américains travaillent comme bénévolats en Haïti depuis trois semaines. Selon un premier rapport émis par un de ces cadres, l'ingénieur Jocelyn Damis, la majorité d'une trentaine d'édifices déjà évaluée doit être démolie, puisque ne contenant pas suffisamment d'éléments consistants les permettant de rester debout. Concernant l'immeuble de la Teleco de Pont Morin, les données recueillies d'une première évaluation laissent croire qu'il est possible que ce bâtiment soit sauvé, a indiqué l'ingénieur Damis.

Conférence internationale des donateurs à l'ONU :

Pour $10 milliards de promesses, la bourgeoisie remet sa souveraineté

Par Hervé Jean Michel

La délégation haïtienne présidée par le président d'Haïti, René Préval, qui a participé à la conférence des donateurs, au siège des Nations Unies à New York le 31 mars, est rentrée en Haïti au cours du week-end dernier.

Cette conférence s'est achevée sur des promesses de l'ordre 9,9 milliards de dollars pour la « reconstruction d'Haïti ». Une première tranche estimée à 5.3 milliards, sera débloquée pour couvrir les premières urgences dans une période allant jusqu'à trois années, selon les données recueillies. Cette somme proviendrait des gouvernements étrangers, « partenaires et amis d'Haiti ».

Pour le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, très satisfait des pourparlers: « la communauté internationale s'est mobilisée de façon significative et en solidarité avec le peuple haïtien ». Parmi les donateurs, les Etats-Unis et l'Union européenne figurant ceux qui apportent l'aide la plus substantielle, respectivement 1.15 milliards de dollars, 1.24 milliards d'euros.

Le président d'Haïti heureux des conclusions de la conférence, s'est écrié : « Rêvons d'une nouvelle Haiti dont le destin repose sur un nouveau projet en faveur d'une société sans exclusion qui a vaincu la faim, où tous ont accès à un abri sûr et aux soins de santé. »

Pour le chef de l'Etat, cette promesse de la communauté internationale s'est déjà traduite en acte concret et la gestion de ces fonds, faite de manière que cesse l'exclusion, marque distinctive de la gestion des gouvernements, qui depuis la montée de Préval, préside à la destinée du pays. «Acta non verba» nous dit l'adage latin.

Le président de la République dans la solennité du moment a enfourché son rétif cheval nationaliste. « Le peuple haïtien historiquement ouvert sur le monde et ayant payé au prix du sang le combat pour la défense de la dignité humaine, n'est pas insensible à la portée de cet immense mouvement de solidarité et de compassion exprimé par le monde entier. Je veux dire à chacune des citoyennes, à chacun des citoyens, à chacune des familles, à chacune des entreprises, à chacun des dirigeants de ces pays qui ont d'une manière ou d'une autre contribué à la réalisation de ce grand effort, que le peuple haïtien leur exprime par ma voix, sa profonde gratitude ».

Quand le président Préval exige de l'impérialisme l'intervention d'une force d'intervention humanitaire, que veut-il dire par là ? Les forces armées qui ont foulé le sol d'Haiti, après le coup d'Etat du 29 février 2004, ne sont-elles pas une force d'intervention humanitaire ? Ne les a-t-on pas appelées « force de paix, force de maintien de la paix » ?

En d'autres termes, Préval exige de l'aide au renforcement de la colonisation. Par contre, pendant le déroulement de la conférence des donateurs, une cinquantaine d'Haïtiens ont manifesté de midi à 6 p.m. au parc Ralph Bunche en face du siège de l'ONU. Avec un haut parleur et des pancartes, ils ont revendiqué une fin immédiate à l'occupation militaire d'Haïti par les troupes de l'ONU et des Etats-Unis. Ils ont aussi protesté contre l'exclusion totale du peuple haïtien dans toutes les délibérations autour des milliards de dollars à verser en Haïti pour la "reconstruction."

"Non au nécolonialisme," on pouvait lire sur la pancarte de Jocelyne Gay, membre du Comité pour Supporter la Lutte du Peuple Haïtien (KAKOLA), qui a organisé le piquet avec la Fanmi Lavalas (Chapitre New York) et le Réseau International pour Supporter Haïti (ISHN). "Non à l'exploitation économique déguisée comme réforme. MINUSTAH, hors d'Haïti!"

A l'ONU, Kim Ives d'Haïti Liberté a demandé à l'ancien président des Etats Unis Bill Clinton de s'expliquer sur son changement d'attitude à propos de sa position sur la politique néolibérale, concernant particulièrement le riz. Après avoir encouragé la politique néolibérale en la matière dans les années 90, voilà qu'aujourd'hui il s'excusait pour avoir soutenu ces politiques alimentaires néfastes pour Haïti. " Oh ! Je pense qu'il y a un mouvement dans le monde entier aujourd'hui," a répondu Clinton. "J'ai d'abord entendu Bob Zoellick, le chef de la Banque mondiale, dire la même chose, à savoir qu'à partir de 1981, les riches pays producteurs agricoles, pendant ces vingt dernières années, croyaient sincèrement, 'eux et les puissances émergentes agricoles du Brésil et de l'Argentine, ...qu'en dirigeant la production agricole de ces pays-là [pays riches], vers des pays plus pauvres, ces endroits seraient libérés du besoin d'obtenir de l'aide, omettraient l'étape du développement agricole de façon à passer tout droit dans une ère industrielle. (En passant, on peut noter ici que c'est ridicule de faire comprendre que la Banque mondiale s'oppose maintenant aux politiques néolibérales qu'elle est la première à mettre en application. En plus, c'est ridicule d'appeler des usines d'assemblage des exemples d'"industrialisation.")

"Et ça n'a pas réussi partout où ça a été tenté," a continué Clinton. "Et vous ne pouvez pas enlever la chaîne alimentaire du circuit de la production. C'est saper sérieusement la culture, le tissu de la vie, le sens de l'autodétermination. Et j'ai été impliqué pendant plusieurs années dans les produits agricoles, notamment au Rwanda, au Malawi, d'autres endroits en Afrique, et maintenant de plus en plus en Amérique latine, et je vois cela... Nous avons fait ces mauvais choix (devil's bargain) pour le riz. Et ce n'était pas la bonne chose à faire. Nous devrions avoir continué à travailler pour les aider à être autonomes dans l'agriculture. Et c'est bien ce que nous faisons maintenant. Nous pensons à comment augmenter la production de café, la production de mangue, d'avocats, beaucoup d'autres choses."

Pourtant, Clinton, comme Edmund Mulet, le chef de MINUSTAH, est encore à promouvoir les usines d'assemblage, pas le relancement de l'agriculture. Clinton parle du bout des lèvres de "revitaliser l'agriculture haïtienne", mais la pièce maîtresse de sa stratégie de redressement d'Haïti est la loi HOPE II, qui sera plus facile pour les entreprises américaines à assembler et à exporter des produits d'Haïti sans payer aucun impôt. Clinton a affirmé que HOPE II va générer 100.000 nouveaux emplois à moyen terme, mais c'est la même promesse faite et de la stratégie utilisée il y a 30 ans lorsque Jean-Claude «Baby Doc» Duvalier a été président d'Haïti pour la vie.

Même si Clinton et Préval "voye monte" l'agriculture, l'Evaluation des dommages, des pertes et des besoins généraux et sectoriels (PDNA), le document de référence de la réunion, a été préparé, il admet, "par une équipe mixte composée de représentants du gouvernement [haïtien] et les membres de la communauté internationale." Sur ce total 12,2 milliards de dollars qu'il a demandé pour les trois prochaines années, seulement $ 41 millions, ou 0,3 pour cent, serait affecté à "l'agriculture et à la pêche."

Hillary Clinton, secrétaire d'Etat étasunien, a aussi bien parlé. « Il faut que Haiti réussisse ». Parlant de « reconstruction transparente », elle a dit que " l'aide est importante, mais l'aide n'a jamais sauvé un pays. Notre objectif doit être de donner du pouvoir (empowerment) au peuple haïtien. Ce sont eux qui porteront sur les travaux de reconstruction d'Haïti longtemps après notre participation a pris fin."

Mais c'est une forme très étrange de "donner le pouvoir." Les 9,9 milliards de dollars promis, en dépit de la très grande joie exprimée par le président haïtien et les élites, seront contrôlés par la Banque Mondiale et puis confiés à la Commission intérimaire de reconstruction d'Haiti (CIRH), composée de 13 étrangers et 7 haïtiens. C'est à dire, la "métropole" décidera tout. N'est-ce pas une preuve absolue de non confiance ?

Le gouvernement haïtien aura seulement droit à gérer 350 millions de dollars, promis en guise de support budgétaire. Tout ceci témoigne très clairement qu'en dépit du fait que les élites haïtiennes ont pillé ce pays au détriment de la majorité nationale, aucune confiance ne leur est faite par leurs tuteurs internationaux.

La diaspora haïtienne, elle aussi était présente aux Nations Unies, le 31 mars 2010, où elle a fait des recommandations au gouvernement haïtien et aux pays donateurs.

De ces recommandations surgissent des questions importantes sur l'économie, la santé, la formation, la gestion de l'aide, les urgences aux sinistrés, etc. Cette diaspora a insisté pour être représentée à la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti. Mais la conférence n'était pas vraiment une réunion délibérative, mais plutôt rituelle.

Tandis que des conférences, des promesses, des discours fusent, la situation s'aggrave sur le terrain. Le gouvernement haïtien, au lieu de profiler des politiques aptes à redresser la situation de misère persistante dans laquelle est plongé le pays, s'adonne de préférence à la propagande, une propagande très pernicieuse, qui sous peu montrera ses limites. La non prise en charge de la population sinistrée, trois mois après le séisme, débouchera sur la répression et la violence dans la mesure où des personnes qui ont accepté que leurs locaux soient occupés par des sinistrés, commencent à perdre patience face à leur incapacité de rentrer dans leurs biens.

Du côté des sinistrés victimes du mépris des décideurs, la patience est aussi à bout. La frustration débouchera côte que coûte sur des émeutes ; de la violence des forces de l'ordre aggravera la situation.

Toutes les réunions, conférences, colloques traitant des problèmes post-sismiques, semblent oublier que Haiti est dans l'abîme. Que la grande majorité du pays était déjà sinistrée avant même la déflagration du 12 janvier 2010. Trois mois plus tard, la population n'a même pas pu être abritée de manière digne.

Que réserve l'avenir à Haïti, au moment même où la conférence de New York se termine sur des promesses qui réjouissent la délégation haïtienne, principalement le chef d'Etat haïtien et les élites accapareuses? Les décideurs de ce monde reconnaîtraient-ils la nécessité d'une aide véritable, sans démagogie, à un peuple en danger de mort?

L'avenir dira le reste. Un avenir que la majorité nationale ne devait pas abandonner à la merci du hasard, de la compassion et de la charité.

Le peuple a droit à ses leaders et à son propre agenda, économique et politique. Une fois encore, Haïti Liberté a posé la question à Clinton dans les coulisses de l'ONU:

"Qu'est ce que vous pensez du retour d'Aristide, réclamé durant des manifestations, y compris celle qui se déroule devant l'ONU dans les rues aujourd'hui?" a demandé Kim Ives.

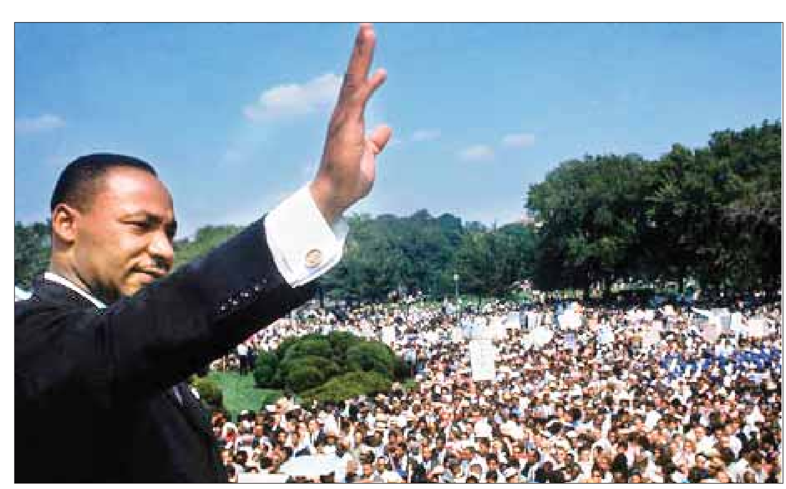
"Eh bien, ce n'est pas du domaine de ma compétence. C'est aux Haïtiens, y compris ceux qui ne manifestent pas," a répondu Clinton. Pure hypocrisie, parce que les Clinton, de même que tous les ambassadeurs américains en Haïti, n'hésitent jamais une seconde à donner leur opinion sur des questions politiques qu'ils jugent importantes. Mais aujourd'hui, ils se cachent derrière Préval.

Notre avenir doit être construit à partir d'une volonté ferme pour retrouver la dignité volée, bafouée pendant ces siècles de déconstruction nationale, de violation des droits de la majorité et de crimes socio-économiques.



Tout au cours du déroulement de la conférence des donateurs, une cinquantaine d'Haïtiens ont manifesté de midi à 6 p.m. au parc Ralph Bunche en face du siège de l'ONU

Gad oun sistèm ! Par Fanfan Latulipe



Martin Luther King, symbole du combat contre la discrimination raciale et de la lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis

Des fois on est conduit à se demander si ceux-là qui nous gouvernent nous prennent pour des cons. Peut-être même qu'ils doivent se dire: après tout on est une grande famille de cons et de couillons, et pourvu que le statu quo de la minorité soit sauf, pourvu que rien ne change, pourvu que les apparences soient sauves, couillonnons la majorité, elle ne s'en portera jamais plus mal. Tant qu'elle aura du pain et des jeux pour se distraire, hamburgers et jeux de *basketball*, on pourra bien la mystifier à loisir, à coups de mensonges, bluffs, parades, discours démagogiques, gestes symboliques, médailles à titre posthume, répression à l'occasion.

Il était une fois un pasteur du nom de Martin Luther King, symbole du combat contre la discrimination raciale et de la lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis et qui une fois, emporté par un sublime élan, fit un grand rêve. Mais bien avant ce rêve, il avait été assez «déraisonnable» pour épouser la cause de sa congénère Rosa Park. En effet, en décembre 1955 il mène le boycott des bus de la ville de Montgomery, ce qui force les Blancs à battre bas devant les Nègres. Huit ans plus tard, représentant le *Student Nonviolent Coordinating Committee* (SNCC), Martin Luther King est le dirigeant d'une des six grandes organisations pour les droits civiques qui organisent une «*marche sur Washington pour le travail et la liberté*».

La marche est un énorme succès. Plus de 250.000 personnes de toutes les ethnies se réunissent le 28 août 1963 face au Capitole, dans ce qui est la plus grande manifestation ayant eu lieu jusque là dans l'histoire de la capitale américaine, et au cours de laquelle King s'exclame : «*I have a dream*», ***je fais un rêve.*** *C'est un rêve profondément ancré dans le rêve américain.. Je rêve que même l'État du Mississippi, un État où l'injustice et l'oppression créent une chaleur étouffante, sera transformé en une oasis de liberté et de justice.*». Pour l'establishment ce rêve commence à tourner au cauchemar.

En 1964, King commence une campagne soutenue contre la guerre du Viêt Nam et la pauvreté en des termes peu amènes pour le système. Martin Luther questionne « *notre alliance avec les propriétaires terriens de l'Amérique latine* » et demande pourquoi son pays réprime au lieu de soutenir les révolutions des « *peuples pieds-nus et sans chemise* » du tiers-monde. Le roi devenant chaque jour de plus en plus nu, King s'obstine à vouloir lui arracher la feuille de vigne qui cache la plaie socio-politique du système et ose dénoncer le gouvernement américain comme « *le plus grand fournisseur de violence dans le monde aujourd'hui* ». Dès lors, Abraham dit que c'est assez. Le FBI et la CIA trouvent que c'en est trop et font leur propre rêve.

On sait ce qu'il advint. Le 4 avril 1968 au balcon d'un motel de Memphis où il était venu soutenir des éboueurs en grève devant une grande foule enthousiaste, une balle *mawon* pulvérise le rêve de King. Assassinat officiellement attribué à James Earl Ray, dont la culpabilité et la participation à un complot sont toujours débattues. Même, dans un documentaire de CNN paru la semaine dernière sur l'affaire, Andrew Young, ancien maire d'Atlanta déclarait :« *C'est venu de très haut, il s'agissait de stopper un mouvement*». Le rapport officiel en mars 1979 qui a «confirmé» la culpabilité de Ray n'a sans doute convaincu à l'unanimité que le directeur du FBI, les services secrets préposés à la «sécurité» de King, les gogos, les cocos, et les ramollos.

Madame King retenant ses larmes, ses hoquets de douleur et sa rage impuissante dut assister aux funérailles nationales en l'honneur de son mari et écouter, impassible, les discours des uns et des autres rappelant les «hautes qualités morales» du défunt. Les obsèques eurent lieu le 7 avril. La cérémonie qui se déroula à Atlanta rassembla 100.000 personnes. Le système se mit alors en branle car il fallait faire oublier l'odieux du crime. Le jour même des funérailles, le président Johnson déclare un jour de deuil national (une première pour un afro-américain). Par la suite, on inaugure des boulevards, des ponts, des écoles, des *highway* portant le nom de King. Le système fait ou laisse ériger un monument en son honneur. King se voit décerner à titre posthume la Médaille présidentielle de la liberté par Jimmy Carter_en 1977, la médaille d'or du Congrès en 2004, et est considéré comme l'un des plus grands orateurs américains. Depuis 1986, le *Martin Luther King Day* est un jour férié aux États-Unis. Ce jour-là, Blancs, Noirs, Jaunes, Rouges, tous unis dans un même élan chromo-kaléidoscopique célèbrent la mémoire de Martin Luther King. Même, une misérable jetée le long de la promenade bordant les casinos à Atlantic City a été pompeusement baptisée « Avenue Martin Luther King ». *Gad oun sistèm* !

A la même époque, un président du nom de John Fitzgerald Kennedy devient un peu gênant pour l'establishment. Il milite contre la ségrégation raciale, en prenant pour modèle Abraham Lincoln. Il soutient Martin Luther King, et même le rencontre lors de sa marche sur Washington en 1963. Il est plutôt porté à avoir un peu de compassion pour les déshérités noirs. Un Blanc avec un penchant pour les plus pauvres, ça sent un peu le soufre. Un président états-unien qui (un mois avant son assassinat) envoie un message personnel à Fidel Castro par l'intermédiaire de Jean Daniel cofondateur, directeur et éditorialiste de « Le Nouvel observateur », ça donne des frissons dans le dos aux *gusanos* cubains de Miami et fait se dresser les cheveux aux gars du FBI et de la CIA. Alors, Edgar Hoover, directeur à vie du FBI (48 ans de règne !) se dit que ce serait mieux qu'il fasse sa propre réponse à la lettre du président avant même que Castro

Suite à la page (18)

Reprann aktivite lekòl: echèk gouvènman Preval/Bellerive




Elèv nan lekòl sè Sakrekè yo

Lendi 5 avril 2010 la, se dat gouvènman Preval/Bellerive la te fikse pou aktivite lekòl yo te reprann nan 2 depatman (Lwès ak Sidès), kote tranblemanntè a te kraze prèske tout lokal lekòl yo. Men se yon echèk pou gouvènman an paske se kèk grenn lekòl ki te rive prè pou resevwa kèk elèv. Lendi 5 avril la, nan maten, nan virewon nou te fè, nan Kapital la, kote prèske tout lekòl yo tabli, nou te konstate se kolèj Catts Pressoir, lekòl Frères André ak kèk lòt ankò ki t ap akeyi elèv yo. Tout lòt lekòl yo kouwè: Frè Senlwi, mè Lali, mè Boudon, Kanado Ayisyen, Senjan Levanjelis, Kolèj Bèd ak anpil lòt, yo youn poko prè pou resevwa elèv yo. Pou lise ak lekòl nasyonal yo, se travay debleyaj ak konstriksyon k ap fèt nan yo, anyen poko prè. Nan lekòl yo rele lekòl bòlèt yo, kote pitit mas pèp la ki t al resevwa ti moso ledikasyon toujou rete anba dekonm, anyen pa janm fèt pou debleye lekòl sa yo.

Minis edikasyon nasyonal la, Joël Desrosier Jean-Pierre te fè konnen se sèlman 500 lekòl ki te prè pou resevwa elèv yo lendi 5 avril la, men tout moun te konstate l nan lari a pa t genyen anpil elèv ki ta pral lekòl, se ak dwèt yon moun te ka konte kèk grenn elèv ki ta pral gade kijan lekòl yo ye. E lekòl yo te tou pwofite resanse elèv ki rete yo, ki kapab retounen sou ban lekòl yo. Anpil mèt lekòl di yo poko prè pou yo rekòmanse travay ak elèv yo, yo poko jwenn anyen nan men gouvènman an, genyen k ap chache yon tèren, yo poko jwenn, yo pa jwenn prela.

Nou konstate, lendi 5 avril la, toujou genyen abri pwovizwa ak tant sou lakou lekòl yo kouwè : Frè Saint-Louis yo, nan Dèlma 33, kolèj Fernand Prosper ki chita nan dezyèm enpas lavo, nan lari ki pase devan anpil lekòl toujou bare ak tant, genyen lòt se ranblè, dekonm yo ki bare devan yo, ki anpeche sikilasyon machin ak moun fèt. Nan anpil lekòl se travay reparasyon yo k ap kontinye jouk madi 6 avril la.

Paran elèv yo bò kote pa yo fè konnen, kote yo ye nan abri pwovizwa yo, yo pa genyen 5 kòb pou yo voye pitit yo lekòl.

Ale nan paj 16

Kijan sitiyasyon ekonomik mas pèp la ye aprè 12 janvye a?



Pou fèt Pak la machann yo pat fè lavant menm

Anvan tranbleman de tè 12 janvye 2010 la, mas pèp la nan kat kwen peyi Dayiti t ap bat dlo pou fè bè, t ap brase pou chache lavi pou pitit yo te ka al lekòl, jwenn ti moso manje, jwenn yon ti kay pou yo rete. Anpil ladan yo pa t ko janm jwenn chans sa yo. Aprè 12 janvye, se yon gwo abse ki vin ajoute sou klou a, tranblemanntè a pase, lage anpil manman ak papa pitit sou beton an 2 bra balanse, anpil ladan yo pèdi travay yo, pèdi komès yo, pèdi kay yo.

Nan yon peyi kote genyen 70 pousan moun ki pap travay, anpil nan moun sa yo se nan sektè enfòmèl la y ap degaje yo, fè komès pou yo viv ak fanmi yo. Sektè enfòmèl la reprezante 85 pousan nan aktivite komèsyal yo nan peyi Dayiti. Tranblemanntè 12 janvye a te frape sektè sa a byen fò. Nan okazyon fèt Pak la, nan virewon nou te fè nan plizyè mache nan kapital la tankou mache Petyonvil, Kriswa ak kèk lòt timache nan kèk katye,

Ale nan paj 16

5 milliards de dollars US, quels projets de Reconstruction et quel Développement?



Bill Clinton l'un des principaux, sinon, le principal responsable de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) propose en guise de grand projet, de lancer une couverture nationale du territoire haïtien des bornes Wifi

Par Catherine Charlemagne

Tous les acteurs ont applaudi. Les dirigeants haïtiens, la Communauté internationale, les ONG et même la société civile haïtienne, tous, sont satisfaits du résultat : plus de 5 milliards de dollars de promesse de dons. La conférence des donateurs du 31 mars 2010 aux Nations Unies, à New York, où une fois de plus, Haïti a été la vedette s'est achevée comme elle avait commencé dans l'euphorie d'un optimisme général sur la reconstruction du pays. Tous les pays du monde semblent s'intéresser et prennent vraiment pitié pour ce peuple dont on a déjà promis monts et merveilles après chaque catastrophe. Mais malheureusement, le résultat et les faits sont tenaces et ils nous rappellent chaque jour la criante vérité : le peuple vit encore plus pauvre, le niveau de vie demeure encore plus bas et l'image physique du pays, si l'on prend un seul exemple, celui des Gonaïves, on a de quoi pourtant à être prudent à défaut d'être trop pessimiste.

Laissons le bénéfice du doute, une fois de plus, à ces bons Samaritains vu aujourd'hui, l'ampleur du désastre. Mais aussi, les personnalités en présence, surtout du coté étranger. Barak Obama, Président des Etats Unis et qui semble connaître un peu l'histoire d'Haïti, Bill Clinton, ancien Président des Etats-Unis et l'homme fort d'Haïti dont l'intérêt pour ce pays laisse certains perplexes ; Hillary Clinton, son épouse et actuelle Secrétaire d'Etat américain, plein pouvoir sur le dossier haïtien, Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, et l'homme de ligne de la politique américaine. Sans oublier le Président français, Nicolas Sarkozy qui parle au nom de la France et au nom de l'Union européenne, le Canada dont sa seule ambition reste qu'Haïti devienne un jour sa première colonie et le Brésil qui compte jouer aujourd'hui dans la cour des « grands » surtout depuis qu'il a en charge le commandement militaire de la Minustah.

Bref, une brochette de pays dont personne ne peut mettre en doute ni leur capacité technique ni leurs moyens financiers et matériels à aider vraiment un petit pays comme Haïti à trouver la voie de son développement à condition, bien entendu, qu'ils aient en face d'eux des interlocuteurs haïtiens capables d'exploiter cette conjoncture favorable pour sortir le pays du sous-développement politique, institutionnel et administratif dans lequel il s'enferme. Mais conjoncture mise à part, un Etat peut-il laisser des agents extérieurs penser son développement à la place de ses gouvernants? Cette question, naturellement tout le monde l'a déjà entendue. Nous la reposons justement afin de revenir sur la déclaration de Bill Clinton en marge de la conférence des bailleurs de fonds, selon laquelle, il veut faire d' « Haïti le premier pays du monde de Wireless», (Wifi, connexion sans fil).

Voilà un pays où sa population a de plus en plus de mal à coller les deux bouts chaque jour, voire pour charger son téléphone portable (cellulaire) faute d'énergie électrique, que l'un des principaux, sinon, le principal responsable de la *Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti* (CIRH), puisqu'il est le co-président de la Commission avec le Premier ministre haïtien, Jean Marx Bellerive, autant dire tout de suite, que Bill Clinton en est le patron, propose en guise de grand projet, de lancer une couverture nationale du territoire haïtien des bornes Wifi afin de permettre aux paysans haïtiens d'avoir accès à Internet pour qu'ils puissent se connecter avec le monde entier. Quel grand bond en avant pour Haïti, aurait dit le feu Président Mao? En effet, pour une idée révolutionnaire, c'en est une. Mais est-ce vraiment pour Haïti dans l'immédiat ? Du « Wireless ou Wifi » pour tout le monde ! Mais où çà monsieur Clinton ? Qui de toute évidence n'a jamais passé une journée pour ne pas dire une nuit dans une ville autre, que la capitale haïtienne, Port-au-Prince.

Et là, nous pensons que les partisans de l'ancien Président ont été très déçus de la méconnaissance par leur champion de la réalité non pas virtuelle mais concrète d'un pays qu'il rêve de gouverner formellement, bien que toutes les conditions y sont réunies. Avant même de penser à équiper chaque paysan haïtien d'un ordinateur et la couverture du territoire d'un maillage de bornes de Wifi, il serait plus raisonnable, voire plus intelligent pour l'équipe du Président de la *Commission Intérimaire pour le Reconstruction d'Haïti*, de penser dans son projet de modernisation et de développement du pays : soit de faire en sorte à ce que chaque ville et commune du pays reçoivent normalement l'élément de base pouvant permettre aux ordinateurs, fussent-ils portables, de fonctionner c'est-à-dire, le courant électrique.

Comment ces paysans pourraient-ils naviguer sur Internet si avant toute chose, ils ne reçoivent pas le produit de base. Or, en Haïti pas une ville, à commencer par Port-au-Prince, bien longtemps avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010, ne dispose normalement du courant électrique. Aucune, sans distinction. Aujourd'hui, c'est encore pire. Petionville, ville bourgeoise et riche par excellence qui pourrait servir de référence n'échappe pas à la règle. Peut-être, Bill Clinton qui se croit connaitre Haïti et croit connaître les besoins premiers des Haïtiens en général et les paysans en particulier est peut-être de bonne foi.

Dans ce cas, il faut lui conseiller au moins une chose, qu'il commence par équiper chaque Haïtien soit d'un « Inverter » soit d'une génératrice (Delco) pour couvrir ses besoins quotidiens dans le domaine d'énergie électrique. Mais le mieux serait de repenser la couverture énergétique du territoire afin que chaque foyer reçoive 24h sur 24h de ce bien précieux. Et que personne, quel que soit l'endroit où elle se trouve sur le territoire national n'a plus de soucis déjà avec son réfrigérateur, et le plus important de pouvoir s'éclairer la nuit chez elle. D'où notre question. Aides pour financer quels projets de développement? Est-ce pour des projets gadgets comme ceux relatifs aux financements des bornes Wifi ? Et autres plaisanteries qui ne font plus rire personne, s'agissant de redressement d'un Etat en faillite ?

Voilà les dangers qui guettent un pays et un peuple lorsque leurs dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités pour ne pas dire incompétents dans le domaine politique. Cette déclaration de Bill Clinton qui correspond certainement à un autre Etat du monde ayant déjà tous les équipements de base est révélatrice de l'état d'esprit de ces étrangers qui pensent décider à la place des gens qui connaissent leurs propres besoins. Elle peut servir aussi de leçon aux dirigeants haïtiens pour faire jouer leur parfaite connaissance de leur pays et par conséquent, faire comprendre à la Communauté internationale, qu'ils sont les seuls à pouvoir connaître les besoins immédiats de la population.

Il faut mettre Bill Clinton devant ses responsabilités en tant que co-Président de la Commission intérimaire dans la mesure où, pendant dix-huit mois, période estimée cruciale pour que cette aide à la Reconstruction soit visible et concrète, c'est lui qui aura le plein pouvoir sur les grandes décisions qui seront prises dans le cadre de la reconstruction. Certes, le peuple, les paysans n'ont rien contre les bornes Wifi et autres bandes passantes à haut débit, mais il y a priorité et priorité. Si vraiment les bailleurs et autres pays donateurs veulent vraiment aider ce pays à se reconstruire, les autorités haïtiennes doivent utiliser les circonstances actuelles non seulement pour reconstruire ce que le pays a perdu pendant le séisme mais profiter de ce concours de circonstances et de cette aide exceptionnelle pour accroître la capacité de production dans divers domaines.

Par exemple, dans le cadre de la décentralisation, de la reconstruction et de l'aménagement du territoire, l'aide pourrait se transformer en matériel de travaux publics, en fourniture d'asphalte, ce qui permettra aux pouvoirs publics haïtiens d'avoir des équipements pour la construction de nouvelles cimenteries, l'aménagement des ports et aéroports , construction des autoroutes à péage, construction des logements sociaux à loyer modéré et d'infrastructures pour l'installation des administrations de l'Etat selon les standards internationaux, etc. L'installation de plusieurs centrales électriques, hydrauliques ou solaires, implantation d'usines de montage des véhicules, raffinerie de pétrole, fabrication d'outillages agricoles, installation des usines agroalimentaires, construction des hôpitaux, écoles, universités, ouvertures des lycées de formation technique, etc.

Autant d'installations et de matériels de base qui entraineraient le pays vers la modernisation et le développement durable, ce qui soulagerait les pouvoirs publics considérablement des dépenses dont ils n'ont pas les moyens et les pousserait à porter ses efforts financiers directs sur d'autres plans. De telles formules permettraient d'utiliser à bon escient l'aide extraordinaire qui est proposée. Elles exigent l'élaboration précise de projets concrets à entreprendre et demandent aussi beaucoup d'attention, de vigilance pour que les matériels, les équipements fournis correspondent bien à des besoins et conformes aux projets d'intérêts nationaux et régionaux.

Cette manière de procéder peut éloigner aussi le pays des discours programmatiques et grandiloquents sur le développement durable et la modernisation qui ont émaillé l'actualité et des rapports rébarbatifs, inutiles, incompréhensibles qu'on n'arrête pas de produire sans dire exactement les projets qui sont envisagés. Ceci éviterait à coup sûr, des projets inadaptés sans de réel impact pour l'économie nationale mais aussi sans aucune retombée financière pour la population. Car, on voit déjà qu'avec des propositions comme celle formulée par Bill Clinton, couvrir Haïti tout de suite en Wifi ou Wireless, l'on risque de se retrouver avec un tas de projets, certes nécessaires, mais absolument pas urgents. En tout cas, ce ne sont pas ces projets qui permettront à Haïti de sortir de l'informel général dans lequel elle fonctionne depuis des décennies : une des principales causes de son effondrement le 12 janvier 2010.

Complot de solidarité avec le peuple haïtien

Le président René Préval signe un accord de coopération sanitaire avec le Brésil et Cuba.

Ce samedi était placé sous le signe du bonheur, même si bien peu d'Haïtiens ont pu s'en rendre compte. Mais un pays où la mortalité infantile dépasse les 80 pour mille, où l'espérance de vie n'atteint pas 60 ans et où des dizaines de milliers de personnes meurent de maladies telles que la tuberculose, la malaria, la dengue… ce pays ne pouvait vivre meilleure journée que celle où des dirigeants du plus haut niveau se sont mis d'accord sur un programme de santé et la création d'un réseau de surveillance épidémiologique.

La signature du mémorandum d'entente entre les gouvernements de Cuba, du Brésil et d'Haïti parle bien haut de cette solidarité qui se prolonge dans le temps et qu'aucune secousse, même sismique, ne saurait ébranler. Selon l'Organisation panaméricaine de la santé, Haïti compte deux médecins et moins d'un infirmier pour dix mille habitants. Toujours selon l'OPS, près de 80% des équipements des institutions publiques de santé sont défectueux ou hors d'usage. Cuba et le Brésil sont donc convenus de venir à la rescousse de ce système de santé défaillant, grâce à ce que le président haïtien René Préval a appelé un « complot de solidarité ».

Depuis quelque temps, le transfert de médecins, infirmières, physiothérapeutes, ainsi que du matériel médical à destination de zones d'accès difficile est le pain quotidien de la brigade médicale cubaine en Haïti. Ses membres l'ont compris dès leur arrivée, quelques heures après le formidable séisme : l'aide requise en Haïti s'inscrivait dans le long terme. Aujourd'hui, les habitants de Port Salut ou de l'Asile écarquillent les yeux devant des camions qui bringuebalent dans leurs rues, chargés d'équipements comme on n'en avait jamais vus dans ces parages. Et puis, un matin pas comme les autres, un hélicoptère a atterri à Corail pour y laisser des médecins latino-américains et cubains venus sauver ses habitants de l'oubli et d'une mort précoce.

C'est ainsi que l'idée du commandant en chef Fidel Castro –restructurer totalement de système haïtien de santé publique— prend corps progressivement, et cette fois avec l'aide inestimable du Brésil, un pays qui, de l'avis de José Gomes Temporao, ministre de la Santé, partage avec Cuba les mêmes principes, la même philosophie. Parmi les hôpitaux qui ferment pour mieux renaître, figure celui de La Croix des Bouquets, le plus important des hôpitaux de campagne montés par la brigade médicale cubaine et qui traite tous les jours plus de 700 Haïtiens. L'hôpital va donc quitter le jardin où les tentes sont demeurées pendant plus de deux mois et gagner avec sa troupe les bâtiments d'une institution de santé à l'abandon.

C'est en ce lieu sur lequel ondoient tous les jours les drapeaux de Cuba et d'Haïti que le ministre cubain de la Santé publique, José Ramon Balaguer, a dit à plus de trois cents membres du contingent cubain Henry Reeve qu'ils étaient la fierté de la patrie. Haïti peut compter sur eux : ils vont semer la santé et envahir jusqu'au dernier village, avec leur équipement et leur bonne volonté. Ce samedi, les médecins cubains et latino-américains ont entonné ensemble une célèbre chanson de Pablito Milanés dont le texte dit à peu près ; « J'aime cette île, je suis des Caraïbes » : leur engagement a pris la forme d'une chanson.

Cuba si Lorraine 31 mars 2010

Aide internationale en Haïti: une terre de liberté aux mains de la corruption

Par Julie Lévesque

Cet article est le premier d'une série de reportages du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) sur Haïti en partenariat avec l'organisation de la diaspora haïtienne AKASAN

Dans les rues de Port-au-Prince, de nombreux édifices attendent toujours de s'effondrer, un énorme danger pour la population. Aucun équipement lourd en vue. Les Haïtiens les démolissent à la main, avec des massues et de petites scies rondes. Avant de parler de reconstruction, il faudrait parler de démolition...

Au cœur des ruines et malgré le traumatisme, il règne ça et là en Haïti une atmosphère presque carnavalesque. De la musique envahit les chaumières et les abris de « fortune » dès le chant du coq jusqu'aux premières heures de la nuit. Les tap-taps, ces camionnettes tapageuses aux couleurs criardes servant de transport en commun, klaxonnent à chaque instant pour se frayer un passage dans les rues de Port-au-Prince, bondées de voitures, de marchands et de piétons. Dans les campements de Léogâne, les jeunes résignés à leur sort, dansent et jouent aux dominos devant leurs taudis, exhibant leurs sourires d'ivoire. Au pays de tous les contrastes, ce paradoxe, image vivante de la force du peuple haïtien, est probablement le seul qui n'est pas choquant.

Car bien haut dans les montagnes de Pétionville, quartier cossu de Port-au-Prince, les élites haïtienne et étrangère se frottent les mains dans le luxe ostentatoire de leurs châteaux barricadés, en attendant les milliards promis à la reconstruction du pays. Car, contrairement à ce que l'on tente désespérément de nous faire croire par une entreprise de relations publiques dont l'hypocrisie a été maintes fois démontrée, ce n'est pas le pauvre mendiant en lambeaux dans son abri de « fortune » ou le vaillant marchand de charbon, noirci par le travail, qui profitera des millions qu'ont offert des citoyens honnêtes touchés par leur malheur. Il ne bénéficiera pas non plus des milliards fournis sous conditions par les pays riches, dont l'unique but est d'en tirer profit et de maintenir ce peuple, victime des pires sévices, dans des conditions exécrables.

Aujourd'hui, une fois encore, le sort d'Haïti se décide aux États-Unis. Pourquoi donc? Parce que l'État haïtien est trop corrompu dit-on. S'il y a une part de vérité dans cette affirmation martelée par les machines de propagande des pouvoirs étrangers, la solution est loin de résider dans l'abandon du pays aux mains de Washington et Cie. Puisque si la majorité des Haïtiens sont si misérables, c'est bien en raison de l'esclavage capitaliste de ces « donateurs » qu'ils subissent depuis des siècles. Officiellement aboli, l'esclavage est à la base même du système dont jouissent les puissants de ce monde, les corrupteurs, eux-mêmes corrompus. « *Le salaire minimum en Haïti est de 2$ par jour. C'est de l'esclavage déguisé*! », s'insurge Jean Saint-Vil de l'organisation AKASAN, une ONG mise sur pied par les Haïtiens de la diaspora.

La propagande des corrupteurs corrompus

Ancien secrétaire d'État à la Sécurité publique sous Aristide en 1994-1995, Patrick Elie, conseiller du président Préval depuis le cataclysme, ne voit pas la corruption de l'État haïtien de la même manière que les dirigeants étrangers et les médias dominants internationaux. « Oui, l'État haïtien est affecté par la corruption. Mais il n'est pas le seul. Les États mêmes qui veulent lui donner des leçons, ont montré, ne serait-ce qu'à l'occasion de la dernière crise financière, qu'ils étaient eux aussi, touchés par la corruption. Mais la définition de la corruption est faite par les puissants de ce monde. Voler ou exploiter les ressources naturelles d'un pays, ce n'est pas placé sous le l'étiquette "corruption". Mais c'est de la corruption. Renflouer une banque commerciale en utilisant l'argent du peuple, c'est aussi de la corruption. Mais il semble que, dans le langage commun, la corruption soit l'apanage des pays du tiers-monde. Plus on va continuer à essayer de l'affaiblir, plus l'État haïtien continuera d'être victime de la corruption. Il essaie de sauvegarder sa souveraineté, et ses dirigeants, aussi mauvais qu'on puisse les juger, ont été mandatés par le peuple et c'est donc à travers eux, principalement, que l'aide doit être canalisée. »

Pourtant, dans les premières heures suivant le séisme et après la conférence du 31 mars à New York, on nous a répété que pour nous assurer que les dons soient utilisés à bon escient, ils devaient être remis à des organisations non gouvernementales (ONG), apparemment reconnues pour leur intégrité.

Pourtant, c'est dans le confort de Pétionville, dans les stationnements de ses banques, et non dans les misérables bidonvilles que se promènent les 4X4 des ONG et des réseaux d'information. L'argent qu'on donne aux ONG dans l'espoir qu'il nourrisse une famille sans toit servirait-il à fournir un train de vie somptueux à ces représentants étrangers? Faut-il revoir cette pratique? « Je ne dis pas qu'il faille éliminer les ONG », ajoute Patrick Elie. « Elles ont aussi leur rôle. Mais elles ne sont pas là pour remplacer l'État, l'éliminer ou le banaliser. Et c'est ce qui se passe depuis des années et c'est devenu encore plus dramatique avec la catastrophe. Cela n'est pas arrivé d'un jour à l'autre, ni par hasard. »



Mais qui donc s'affaire à affaiblir l'État haïtien et dans quel but?

« L'État haïtien a été considérablement affaibli, principalement par les États-Unis d'Amérique. La volonté délibérée d'affaiblir un État et sa production nationale de nourriture, est un moyen de le contrôler sans avoir nécessairement recours à des moyens tyranniques. L'élimination totale des porcs créoles sous la dictature de Jean-Claude Duvalier, en raison, soi-disant, de la peste porcine africaine, s'est traduite par la destruction totale du cheptel porcin créole. Les États-Unis sont responsables de cette catastrophe, comme toujours avec la complicité de l'élite haïtienne. Cela a eu un effet dévastateur sur la paysannerie du pays. D'ailleurs, les bisons d'Amérique, pendant la conquête de l'Ouest, ont subi le même sort. C'était une façon de forcer les Indiens d'Amérique à accepter de rentrer dans les réserves. La même approche a été utilisée avec le peuple haïtien afin que les paysans, privés de toutes leurs ressources et de leur capacité d'économiser à travers le cheptel porcin, soient poussés à se rendre dans les villes et à venir constituer cette armée d'ouvriers non qualifiés et bon marché pour les industries délocalisées de l'Amérique du Nord vers les pays du Sud. Pour moi il y a une extraordinaire coïncidence dans la vision et dans la stratégie. »

Esclavagistes ou sauveurs?

Les Haïtiens peuvent-ils devenir maîtres de leur destin ou sont ils « les premiers artisans de leur malheur », des « paresseux », « incapables de débrouillardise », selon certains journalistes arrivés à ce constat après avoir côtoyé quelques jours les cercles fermés des élites à la tête de l'économie haïtienne? L'organisme AKASAN s'efforce de bâtir l'autonomie du peuple haïtien en créant des liens entre la diaspora et les ONG locales. Jean Saint-Vil explique : « *AKASAN, c'est l'effort collectif des fils et filles d'Haïti se soutenant jusqu'au bout. Ce principe part du constat que les Haïtiens ont perdu confiance en eux-mêmes* ».



À l'hôpital Sainte-Croix, Jean Saint-Vil explique à des citoyens de Léogâne en quoi consiste le projet AKASAN.

Les trente dernières années en Haïti ont été marquées par la dictature et les coups d'État. « L'espoir de 1990, avec l'élection de Jean-Bertrand Aristide, a été anéanti par le premier coup d'État organisé par George Bush en 1991. Le retour de la démocratie en 1994, a ravivé cet espoir, de nouveau ruiné par le deuxième coup d'État, celui de George W. Bush en 2004, fomenté avec la complicité du Canada et de la France. Entre-temps des organisations ont envahi le pays, des organisations mal nommées, les ONG, qui, en réalité sont toutes dépendantes de gouvernements étrangers. Elles ont envahi tout l'espace haïtien, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation, de l'éducation, etc. L'image soutenue dans ces organisations étrangères, c'est l'image raciste où c'est le Blanc qui tend la main au Noir qui a toujours besoin d'aide. Cette idée s'est imprégnée dans l'imaginaire des gens qui ont accepté cette image, sans contexte, sans comprendre que si aujourd'hui, partout sur la planète, le Noir est pauvre et le Blanc est riche, c'est parce qu'il y a eu une guerre depuis 1441 lorsque les Portugais ont commencé à attaquer la côte Ouest de l'Afrique et depuis ce temps, les nations africaines sont en déclin et les Européens s'enrichissent. »

Selon lui, l'abus des Haïtiens ne se limite pas à l'aspect physique, mais s'accompagne d'un viol psychologique tout aussi dommageable. « Aujourd'hui, un Haïtien ne peut prier Dieu sans concevoir l'image d'un vieillard blanc. Il ne peut pas concevoir Dieu comme un être qui lui ressemble. Cette conception est un produit du modèle colonial reposant sur les trois « m », les militaires, les marchands et les missionnaires. Les premiers se chargent de la conquête, pour les seconds, qui à l'époque vendaient des humains et volaient leur or, et les troisièmes servent à justifier le crime commis. Le rôle de ces derniers à l'époque de l'esclavage, était de convaincre l'esclave Africain qu'il était naturel que le Blanc soit servi par le Noir. Or, Haïti a été le premier territoire libéré de cette enfer. En 1804, c'est un îlot de liberté. Partout sur le continent c'est l'esclavage racial qui sévit. Et c'est pourquoi, il y a eu combinaison des forces armées européennes pour étouffer ce pays. Et ils l'ont fait de façon concrète, non seulement en empêchant les Haïtiens de commercer avec qui que ce soit, mais en exigeant que le pays paie des "réparations" aux blancs qui ont perdu leurs propriétés à cause de la révolution haïtienne. Il est essentiel de connaître cette histoire pour comprendre pourquoi ce pays est si appauvri aujourd'hui. On ne peut mettre la pauvreté que l'on voit ici sur le dos des gens victimes de 10 ans, 20 ans 50 ans voir de 200 ans de dictature! La majorité des gens que vous voyez ici ont toujours été pauvres! » Jean Saint-Vil, n'est pas tendre à l'égard des ONG. « *Aujourd'hui les ONG que vous voyez partout en Haïti font la même chose que les missionnaires faisaient à l'époque de l'esclavage : ils arrivent et disent qu'ils viennent aider, tout comme les missionnaires étaient ici pour sauver les âmes.* »

S'agit-il de propagande ou sont-elles réellement utiles ces ONG? On ne peut pas dire qu'elles ne servent à rien. Les citoyens vous diront qu'ils les apprécient et leur font davantage confiance qu'à leurs propres organismes. Pour M. Saint-Vil, on trouve encore dans cette mentalité la trace de ce matraquage psychologique de petit peuple incapable, inférieur aux étrangers, aux Blancs, intègres et dévoués aux pauvres Haïtiens. « Les gens des ONG en Haïti ne sont pas à Cité soleil, vivant avec les pauvres! Non! Ils sont à Montagne Noire, dans les hauteurs de Pétionville, vivant avec les riches Haïtiens! Lorsqu'on sort du centre-ville de Port-au-Prince et que l'on monte dans les montagnes, les gens changent de couleur : plus on monte, plus les gens deviennent blancs! Et ils ont chez-eux, des gens qui travaillent comme domestiques et c'est cette image, qui est considérée normale! Ils ramassent des millions de dollars au nom des pauvres orphelins d'Haïti pour profiter d'un niveau de vie qu'ils ne peuvent pas se permettre dans leur propre pays! C'est ça les directeurs d'ONG en Haïti. »

Suite à la page (14)

International Donors' Conference at the UN:

For $ 10 billion of promises, Haiti surrenders its sovereignty

By Kim Ives

It was fitting that the Mar. 31 "*International Donors Conference Towards a New Future for Haiti*" was held in the Trusteeship Council at the United Nations headquarters in New York. At the event, Haitian President René Préval in effect turned over the keys to Haiti to a consortium of foreign banks and governments, which will decide how (to use the conference's principal slogan) to "*build back better*" the country devastated by the Jan. 12 earthquake.

This "*better*" Haiti envisions some 25,000 farmers providing Coca-Cola with mangos for a new Odwalla brand drink, 100,000 workers assembling clothing and electronics for the U.S. market in sweatshops under HOPE II legislation, and thousands more finding jobs as guides, waiters, cleaners and drivers when Haiti becomes a new tourist destination.

"*Haiti could be the first all-wireless nation in the Caribbean,*" gushed UN Special Envoy to Haiti Bill Clinton, who along with US Secretary of State Hillary Clinton and UN Secretary General Ban Ki-moon, led the day-long meeting of over 150 nations and international institutions. Clinton got the idea for a "*wireless nation*," not surprisingly, from Brad Horwitz, the CEO of Trilogy, the parent company of Voilà, Haiti's second largest cell-phone network.

Although a U.S. businessman, Horwitz was, fittingly, one of the two representatives who spoke for Haiti's private sector at the Donors Conference. "*Urgent measures to rebuild Haiti are only sustainable if they become the foundation for an expanded and vibrant private sector,*" Horwitz told the conference."*We need you to view the private sector as your partner…to understand how public funds can be leveraged by private dollars.*"

"*Of course, what's good for business is good for the country,*" quipped one journalist listening to the speech.

The other private sector spokesman was Reginald Boulos, the president of the Chamber of Commerce and Industry of Haiti (CHIC), who fiercely opposed last year's union and student-led campaign to raise Haiti's minimum wage to $5 a day, convincing Préval to keep it at $3 a day. He also was a key supporter of both the 1991 and 2004 coups d'état against former Haitian President Jean-Bertrand Aristide, now exiled in South Africa.

In counterpoint, the only voice Aristide's popular base had at the conference was in the street outside the UN, where about 50 Haitians picketed from noon to 6 p.m. in Ralph Bunche park to call for an end to the UN and US military occupation of Haiti, now over six years old, and to protest the Haitian people's exclusion from reconstruction deliberations. (New York's December 12th Movement also had a picket at Dag Hammarskjold Plaza on 47th Street).

"*No to neocolonialism,*" read a sign held up by Jocelyn Gay, a member of the Committee to Support the Haitian People's Struggle (KAKOLA), which organized the picket with the Lavalas Family's New York Chapter and the International Support Haiti Network(ISHN). "*No to the Economic Exploitation Disguised as Reform. MINUSTAH [UN Mission to Stabilize Haiti], out of Haiti!* "

The exclusion of Haiti's popular sector was masked by the inclusion of other "sectors" in the Donors Conference, although their presentations were purely for show, with no bearing on the plans which had already been drawn up. Joseph Baptiste, chairman and founder of the National Organization for the Advancement of Haitians (NOAH), and Marie Fleur, a Massachusetts state representative, spoke on behalf of the "Haitian Diaspora Forum." Moise Charles Pierre, Chairman of the Haitian National Federation of Mayors and Montreal Mayor



The Donors Conference meeting in the Trusteeship Council. Over 150 nations and international organizations pledged $5.3 billion in aid to Haiti over the next 18 months



Haitians demonstrated outside the UN to demand an end to foreign military occupation and a say in how the billions for reconstruction will be spent

Gerald Tremblay spoke on behalf of the "Local Government Conference." Non-governmental organizations had three spokespeople: Sam Worthington for the North American ones, Benedict Hermelin for the European ones, and Colette Lespinasse of GARR, for the Haitian ones. Even the "MINUSTAH Conference" had two speakers.

Michele Montas, the widow of slain radio journalist Jean Dominique and former spokeswoman for Ban Ki-Moon, spoke in English and French on behalf of the "*Voices of the Voiceless Forum*" which held focus group discussions with peasants, workers and small merchants in Haiti during March. "*A clear majority of focus group participants,*" she said, "*from both rural and urban areas, strongly believe that there is a critical need to invest in people. Focus groups highlighted five key immediate priorities: **housing,** new earthquake resistant shelters for displaced people; **education,** in all of the school systems throughout the country; **health,** the building of primary healthcare facilities and hospitals; **local public services,** potable water, sanitation, electricity; **communications infrastructure,** primarily roads to allow food production to reach the cities… There seemed to be unanimity on the need to invest in human capital through education, including higher education.*"

"Support for agricultural production," Montas continued, "*was stressed as a top priority… Agriculture, perhaps more than other sectors, is seen as essential to the country's health, and the prevailing sentiment is that the peasantry has been neglected.*"

Even Préval has recognized this neglect, but he got in trouble last month when he called on Washington to "*stop sending food aid*" because of its deleterious effects on the Haitian peasant economy (see *Haïti Liberté*, Vol. 3, No. 36, 3/24/2010). The U.S. responded that there was "*severe corruption*" in his government.

Préval fell back into line. His government prepared a Post-Disaster Needs Assessment report (PDNA), the conference's reference document, with "*members of the International Community.*" Of the $12.2 billion total it requested for the next three years, only $41 million, or 0.3 percent, would be earmarked for "*Agriculture and fishing.*"

The centerpieces of the Clinton plan are assembly factories and tourism (see *Haïti Liberté*, Vol. 3, No. 36, 3/24/2010). But the former president still pays lip-service to agriculture.

In the hallway outside the Trusteeship Council, *Haïti Liberté* asked Bill Clinton what had led him last month before the Senate Foreign Relations Committee to renounce his policies as US president of dumping cheap rice on Haiti.

"*Oh, I just think that, you know, there's a movement all around the world now,*" Clinton responded. "*I first saw Bob Zoellick, the head of the World Bank, say the same thing, where he said…, starting in 1981, the wealthy agricultural producing countries genuinely believed that they and the emerging agricultural powers in Brazil and Argentina… that they really believed for twenty years that if you moved agricultural production there and then facilitated its introduction into poorer places, you would free those places to get aid to skip agricultural development and go straight into an industrial era. And it's failed everywhere it's been tried. And you just can't take the food chain out of production. And it also undermines a lot of the culture, the fabric of life, the sense of self-determination… And we made this devil's bargain on rice. And it wasn't the right thing to do. We should have continued to work to help them be self-sufficient in agriculture. And that's a lot of what we're doing now. We're thinking about how can we get the coffee production up, how can we get … the mango production up, … the avocados, and lots of other things.*"

In other words, the U.S. and other "*agricultural powers*" would provide Haiti food, "*freeing up*"Haitian farmers to go work in U.S.-owned sweatshops, thereby ushering in "*an industrial era,*" as if the cinder-block shells of assembly plants represented organic industrialization.

Now Clinton, sensitive to the demands of Montas's "*focus groups,*" promotes agriculture, but as a way to integrate Haiti into the global capitalist economy. Many peasant and anti-neoliberal groups see agricultural self-sufficiency as a way to *disconnect* and insulate Haiti from predatory capitalist powers.

At a 5:30 p.m. closing press conference, Ban Ki-moon announced pledges of $5.3 billion in reconstruction aid for the next 18 months, exceeding the Haitian government's request of $3.9 billion. The total pledges amount to $9.9 billion for the next 3 years "*plus*" – a significant detail given how notoriously neglected UN aid promises are. Bill Clinton announced that only 30% of his previous fund-raising pledge drive for Haiti had been honored.

Haitian Prime Minister Jean Max Bellerive and President Préval played only supporting roles at the Conference, requesting support at the start and thanking nations at the end.

The essence of this conference was summed up by Hillary Clinton. "*The leaders of Haiti must take responsibility for their country's reconstruction,*" said Hillary Clinton as Washington pledged $1.15 billion for Haiti's long-term reconstruction. "*And we in the global community must also do things differently. It will be tempting to fall back on old habits – to work around the government rather than to work with them as partners, or to fund a scattered array of well-meaning projects rather than making the deeper, long-term investments that Haiti needs now.*"

So now, supposedly, NGOs will take a back seat to the Haitian government, but a Haitian government which is working with the NGOs and under the complete supervision of foreign "donors." The World Bank distributes the reconstruction funds to projects it deems worthy. An Interim Commission for the Reconstruction of Haiti (HRIC), composed of 13 foreigners and 7 Haitians, approves the disbursements. Then another group of foreigners supervises the Haitian government's implementation of the project.

The only direct support the Haitian government got at the Donors Conference was $350 million to pay state salaries, only 6.6% of the $5.3 billion anticipated in the next 18 months. This came after the International Monetary Fund warned that the budget support was necessary to keep the Haitian government from printing money, thereby risking inflation.

"*We trust that the numerous promises heard will be converted into action, that Haiti's independence and sovereignty will be respected and ennobled, that the government of President René Préval and Prime Minister Jean Max Bellerive will be facilitated to exercise all its faculties, and that it will be able to benefit, not the white and foreign companies, but the Haitian people, especially the poorest,*" said Cuba's Foreign Minister Bruno Rodríguez Parilla at the conference. "*Generosity and political will is needed. Also needed is the unity of that country instead of its division into market shares and dubious charitable projects.*"

Indeed, there are some interesting ideas in the Haitian government's Action Plan, also presented at the conference. It calls for 400,000 people to be employed, half by the government and half by "*international and national stakeholders,*" to restore irrigation systems and farm tracks, to develop watersheds (reforestation, setting up pastureland, correcting ravines in peri-urban areas, fruit trees), to maintain roads, and to work on "*minor community-based infrastructure (tracks, paths, footbridges, shops and community centers, small reservoirs and feed pipes, etc.) and urban infrastructure (roadway paving, squares, drainage network cleaning) … and do projects related to the cleaning and recycling of materials created by the collapse of buildings in the areas most affected by the earthquake.*"

All that sounds nice, but unfortunately, now the decision is up to the strategists at the World Bank.

RAUL C
AU CONGR
JEUNESSE C

Allocution prononcée par le Général d'armée Raul Castro Ruz, Président des Conseils d'Etat et des Ministres et deuxième Secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba à l'occasion de la clôture du IX Congrès de l'Union des jeunes communistes. La Havane, le 4 avril 2010. Année 52 de la Révolution.

Compañeras et compañeros délégués et invités,

Nous avons eu un bon Congrès qui a débuté en fait en octobre dernier par les réunions ouvertes auxquelles ont participé des centaines de milliers de jeunes, qui s'est poursuivi par les assemblées de bilan des organisations de base et des comités municipaux et provinciaux qui ont mis au point les accords adoptés à ces séances finales-ci.

Si quelque chose a abondé dans les cinq ans qui se sont écoulés depuis que Fidel a clôturé le Huitième Congrès, le 5 décembre 2004, ce sont bel et bien le travail et les défis.

Nous tenons ce Congrès au milieu d'une des campagnes médiatiques les plus féroces et les mieux concertées jamais orchestrées contre la Révolution cubaine en cinquante ans, et c'est là un point que je devrai aborder un peu plus loin.

Bien que je n'aie pu assister aux assemblées préalables de votre Congrès, j'en ai été informé constamment sous forme de résumés. Je sais que vous avez peu parlé des réussites pour vous concentrer sur les problèmes, en regardant devant vous et sans perdre plus de temps qu'il ne fallait à l'analyse des facteurs extérieurs. Tel est le style de travail qui doit caractériser en permanence l'UJC face à ceux qui se consacrent à chercher la paille dans l'œil du voisin au lieu d'axer leurs efforts sur ce qu'il convient de faire.

Il a été gratifiant d'écouter de nombreux jeunes consacrés à la production expliquer avec orgueil et dans des mots simples le travail qu'ils réalisent, sans mentionner à peine les difficultés matérielles et les blocages bureaucratiques auxquels ils se heurtent.

Bien des déficiences analysées ne sont pas nouvelles, elles ont accompagné l'organisation depuis bien longtemps et les congrès précédents ont adopté à cet égard les accords correspondants. Or, elles se reproduisent dans une plus ou moins grande mesure, ce qui prouve que leur application n'est pas soumise à un contrôle systématique et rigoureux.

Aussi est-il juste et nécessaire de répéter quelque chose sur laquelle les compañeros Machado et Lazo, qui ont présidé de nombreuses assemblées, ont insisté : le parti se sent tout à fait responsable de chaque déficience du travail de l'UJC, en particulier des problèmes relevant de la politique des cadres.

Nous ne devons pas permettre que les documents adoptés se convertissent de nouveau en lettre morte et soient enfermés dans des placards en guise de mémoires. Ils doivent constituer le guide de l'action quotidienne du Bureau national et de chaque militant. Ce qui est fondamental, vous l'avez déjà adopté. Il ne reste plus qu'à travailler.

Certains sont très critiques quand ils parlent des jeunes actuels en oubliant qu'ils l'ont été un jour. Ce serait une illusion de prétendre que les pins nouveaux soient pareils à ceux d'époques passées. N'oublions pas un sage proverbe : les hommes ressemblent plus à leur époque qu'à leurs parents.

Les jeunes Cubains ont toujours été prêts à relever les défis, comme ils l'ont prouvé quand ils ont œuvré au relèvement du pays après les dommages causés par les cyclones, quand ils ont fait face aux provocations de l'ennemi et aux tâches de la défense, et je pourrais citer bien d'autres exemples.

L'âge moyen des délégués du Congrès étant de vingt-huit ans, vous avez donc tous grandi durant les dures années de la Période spéciale et vous avez participé aux efforts consentis par notre peuple pour préserver les conquêtes essentielles du socialisme au milieu d'une situation économique très complexe.

C'est justement parce qu'il est important que l'avant-garde de notre jeunesse soit au courant de notre réalité économique, que le Commission du Bureau politique, compte tenu de l'expérience positive ayant découlé de l'analyse réalisée à ce sujet avec les députés de l'Assemblée nationale, a décidé de fournir aux assemblées municipales de l'UJC une information qui décrit crûment la situation actuelle et les perspectives dans ce domaine, cette information ayant touché plus de trente mille jeunes militants et les principaux dirigeants du parti, des organisations de masse et les administrations aux différents niveaux.

La bataille économique constitue de nos jours, plus que jamais, la tâche principale et le cœur même du travail idéologique des cadres, car c'est d'elle que dépend que notre système social se maintienne et perdure.

Sans une économie solide et dynamique, sans élimination des dépenses superflues et du gaspillage, on ne pourra pas élever le niveau de vie de la population, on ne pourra pas maintenir et améliorer les niveaux déjà élevés des services gratuits garantis à toute la population en éducation et en santé.

Sans une agriculture forte et efficace que nous pouvons développer avec les ressources dont nous disposons, car on ne saurait penser aux grandes allocations du passé, nous ne pouvons aspirer à soutenir et à améliorer l'alimentation de la population qui dépend encore de tant de produits importés que nous pouvons cultiver à Cuba.

Tant que les gens ne sentiront pas le besoin de travailler pour vivre, à l'abri de réglementations étatiques excessivement paternalistes et irrationnelles, nous ne stimulerons jamais l'amour du travail, et nous ne réglerons jamais la carence chronique de bâtisseurs, d'ouvriers agricoles et industriels, de professeurs, de policiers et de travailleurs d'autres métiers indispensables et qui sont en train de disparaître.

Sans un refus social solide et systématique des illégalités et de diverses manifestations de corruption, bon nombre de gens, devenus riches grâce à la sueur de la majorité, continueront de disséminer des attitudes qui attaquent directement l'essence même du socialisme.

Si nous maintenons des effectifs enflés dans presque tous les domaines de l'activité sociale et payons des salaires sans rapport avec les résultats, ce qui gonfle la masse d'argent en circulation, nous ne pourrons espérer que les prix ne cessent de monter au détriment du pouvoir d'achat du peuple. Nous savons que des centaines de milliers de travailleurs sont de trop dans les secteurs budgétisés et dans les entreprises, au point que certains observateurs parlent de plus d'un million de personnes excédentaires. C'est là une question très sensible que nous avons le devoir d'affronter en faisant preuve de fermeté et de sens politique.

La Révolution ne laissera personne à l'abandon, elle se battra pour créer les conditions requises pour que tous les Cubains aient un emploi digne, mais il n'est pas question que l'Etat se charge de placer chacun après plusieurs offres d'emploi. Ce sont les citoyens eux-mêmes qui doivent faire preuve de leur intérêt à trouver un travail socialement utile.

Bref, continuer de dépenser au-delà de nos revenus revient tout bonnement à manger le blé en herbe et à mettre en danger la survie même de la Révolution.

Nous faisons face à des réalités pas du tout agréables, mais nous ne fermons pas les yeux pour autant. Nous sommes convaincus qu'il faut briser des dogmes et nous prenons en charge, avec fermeté et confiance, la mise à jour, désormais en marche, de notre modèle économique afin de jeter les bases qui rendront notre socialisme cubain irréversible en développement, car nous savons qu'il est le garant de notre indépendance et de notre souveraineté nationale.

Je n'ignore pas que certains compagnons sont parfois en proie au désespoir et souhaitent des changements immédiats dans de nombreux domaines. Je parle bien entendu de ceux qui le font sans la moindre intention de faire le jeu de l'ennemi. Nous comprenons ces inquiétudes qui découlent en règle générale d'une méconnaissance de l'ampleur de la tâche qui nous attend, de la profondeur et de la complexité de l'interdépendance existant entre les différents facteurs en jeu dans la société qu'il faut modifier.

Ceux qui demandent d'aller plus vite doivent tenir compte de la kyrielle de questions que nous étudions, et dont je n'ai mentionné que quelques-uns ici. Nous devons éviter, en réglant un problème, d'en causer un autre plus grave par hâte ou improvisation. Dans des questions d'envergure stratégique pour la vie de toute la nation, nous ne pouvons pas nous laisser mener par nos émotions et agir sans avoir une vision intégrale des choses. Voilà pourquoi, et je l'ai déjà expliqué, nous avons décidé, et c'est la seule raison, d'ajourner de quelques mois le Congrès du parti et la Conférence nationale qui le précédera.

Tel est le défi le plus grand et le plus important que nous avons à relever pour assurer la continuité de l'œuvre édifiée en ces cinquante ans et que notre jeunesse a assumée en toute responsabilité et avec conviction. Le slogan qui préside ce Congrès : « Tout pour la Révolution » veut dire en premier lieu renforcer et consolider l'économie nationale.

La jeunesse cubaine est appelée à prendre le relais de la génération qui a fondé la Révolution. Pour conduire la grande force des masses, il faut une avant-garde qui soit capable de convaincre et de mobiliser, forte de l'autorité qui émane de son exemple personnel, sous la conduite de dirigeants solides, capables et prestigieux, de vrais leaders, non des leaders improvisés, qui soient passés dans le creuset incontournable de la classe ouvrière au sein de laquelle les révolutionnaires cultivent les valeurs les plus authentiques. La vie a démontré éloquemment combien il est périlleux de violer ce principe.

Fidel l'a dit clairement en clôturant le Deuxième Congrès de l'UJC le 4 avril 1972 : « *Personne n'apprendra à nager sur la terre ni à marcher sur la mer. C'est le milieu ambiant qui fait l'homme, c'est sa propre vie, sa propre activité qui fait l'homme.*

« Nous apprendrons à respecter ce que crée le travail en créant. Nous enseignerons à respecter ces biens en enseignant comment on les crée. »

Cette idée, émise voilà vingt-huit ans et sûrement applaudie, est un autre exemple évident des points que nous adoptons un jour et que nous n'exécutons pas ensuite.

Nous avons plus besoin que jamais de cadres capables de mener un travail idéologique efficace, qui ne peut être ni un dialogue de sourds ni une répétition machinale de consignes, de dirigeants qui sachent raisonner en utilisant des arguments solides, sans se croire les détenteurs absolus de la vérité, qui sachent écouter, même si ce que certains disent ne leur plaît pas, qui évaluent sans étroitesse d'esprit les critères des autres, ce qui ne les exonère pas de réfuter d'une manière fondée et énergiques ceux qui s'avèrent inacceptables.

Promouvoir la discussion franche et voir dans la divergence non un problème, mais la source de meilleures solutions. L'unanimité absolue est généralement fictive et donc nocive. Quand elle n'est pas antagoniste, comme c'est notre cas, la contradiction est un moteur du développement. Nous devons supprimer tout ce qui nourrit la simulation et l'opportunisme. Apprendre à réunir les avis, stimuler l'unité et renforcer la direction collective, tels sont les traits qui doivent caractériser les futurs dirigeants de la Révolution.

Il existe d'un bout à l'autre de notre pays des jeunes ayant l'attitude et les capacités requises pour assumer des tâches de direction. Il faut tout simplement les découvrir, les préparer et leur confier peu à peu des responsabilités plus importantes. Les masses se chargeront de confirmer si le choix a été correct.

Nous constatons de progrès en ce qui concerne la composition sur les plans ethnique et sexospécifique. C'est là une direction où nous ne pouvons pas nous permettre des reculs ou des attitudes superficielles, et où l'UJC doit œuvrer de manière permanente. Je souligne en passant que c'est là un autre des accords que nous avons adoptés, en l'occurrence voilà trente-cinq ans au premier Congrès du Parti, et dont nous avons laissé ensuite la solution à la génération spontanée et que nous n'avons pas dûment contrôlé, alors pourtant que c'est là une prise de position que Fidel avait réitérée à maintes reprises à partir du triomphe de la Révolution.

Comme je l'ai dit au début, votre Congrès a coïncidé avec une campagne de discrédit hors du commun, organisée, dirigée et financée depuis les centres de pouvoir impérial aux Etats-Unis et en Europe, sous la bannière hypocrite des droits de l'homme.

Cette campagne a manipulé avec cynisme et sans vergogne la mort d'un prisonnier de droit commun, condamné pour quatorze chefs d'accusation, et converti par la magie du mensonge ressassé et par l'appât du soutien économique en provenance de l'étranger en un « dissident politique » qui a été poussé à faire une grève de la faim à partir de revendications absurdes.

Il est décédé malgré les efforts de nos médecins. Nous l'avons regretté au moment opportun et nous avons dénoncé les seuls bénéficiaires de cette mort, ceux-là mêmes qui incitent aujourd'hui un autre individu à maintenir cette même attitude de chantage inacceptable. Celui-ci, malgré tant de calomnies, n'est pas en prison : il est en liberté, bien qu'il ait déjà fait de la prison pour des délits de droit commun, en particulier agresser et blesser la directrice d'un hôpital qu'il a ensuite menacée de mort, puis une presque septuagénaire à laquelle il a fallu extirper la rate. Comme dans le cas précédent, l'on fait l'impossible pour le sauver, mais s'il ne modifie pas son attitude autodestructive, il sera responsable, tout autant que ses parrains, d'une issue que nous ne souhaitons pourtant pas non plus.

Les deux poids deux mesures de ceux qui, en Europe, ne disent un traître mot, en complices, des tortures employées durant la prétendue guerre contre le terrorisme, qui ont autorisé les vols clandestins de prisonniers de la CIA et qui sont allés jusqu'à prêter leur territoire pour y créer des prisons secrètes, sont absolument répugnant.

Que diraient-ils si, comme eux, nous avions violé les normes éthiques et si nous alimentions de force ces personnes, comme cela s'est passé normalement, parmi bien d'autres centres de tortures, sur la base navale de Guantánamo ? Ce sont d'ailleurs, soit dit en passant, ceux-là mêmes qui, comme le montre la télévision quasiment jour après jour, font charger leurs polices montées contre des manifestants, les dispersent à coups de matraque, de gaz lacrymogènes, voire de vraies balles. Et que dire des mauvais traitements et des humiliations qu'ils infligent aux immigrants ?

La grande presse occidentale ne fait pas qu'attaquer Cuba ; elle a inventé une nouvelle modalité : la terreur médiatique implacable contre les leaders politiques, les intellectuels, les artistes et les autres personnalités qui, sur toute la planète, élèvent leurs voix contre le mensonge et l'hypocrisie, voire analysent tout simplement les événe-



Le Général d'armée Raul Castro Ruz,
du Comi



L'âge moyen des délégués du Congrès
années de la Période spéciale et vous
les c



Les jeunes révolutionnaires cubain
socialisme et rester dignes et libres, ils

CASTRO
RÈS DE LA
OMMUNISTE

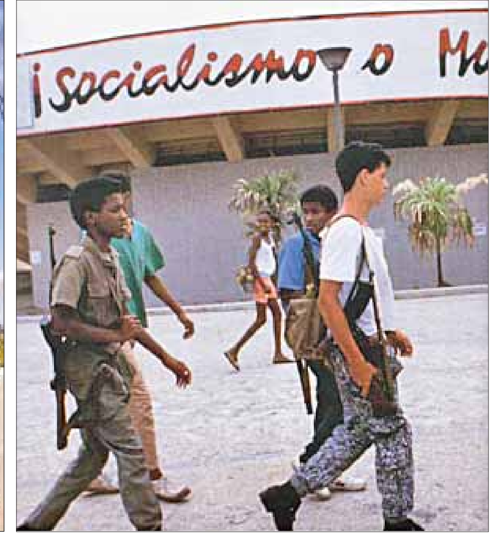


Président des Conseils d'Etat et des Ministres et deuxième Secrétaire
ité central du Parti communiste de Cuba



étant de vingt-huit ans, vous avez donc tous grandi durant les dures
avez participé aux efforts consentis par notre peuple pour préserver
conquêtes essentielles du socialisme





ns comprennent parfaitement que, pour préserver la Révolution et le
devront se battre et se sacrifier pendant de nombreuses années encore…

ments avec objectivité.

Il semblerait par ailleurs que les porte-drapeaux de la fameuse liberté de presse ont oublié que le blocus économique et commercial contre Cuba avec tous ses effets inhumains sur notre peuple, est totalement d'actualité et se renforce ; que l'administration étasunienne n'a pas cessé un seul instant d'appuyer la subversion dans notre pays ; que la Position commune de l'Union européenne, injuste, discriminatoire, frappée au sceau de l'ingérence, parrainée à l'époque par le gouvernement des USA et par l'extrême droite espagnole, existe toujours, et que, de ce fait, l'Union européenne continue de réclamer un changement de régime dans notre pays, ou, ce qui revient au même, la destruction de la Révolution.

Plus d'un demi-siècle de combat permanent a appris à notre peuple que la vacillation est synonyme de défaite. Nous ne céderons jamais au chantage, qu'il provienne d'un pays ou d'un groupe de nations, si puissantes qu'elles soient, quoi qu'il arrive. Nous avons le droit de nous défendre.

Si l'on prétend nous acculer, que l'on sache que nous saurons nous défendre derrière les remparts de la vérité et des principes. Nous serons une fois de plus fermes, sereins et patients. Ce ne sont pas les exemples qui manquent dans notre histoire !

C'est ainsi que nos héroïques mambis se sont battus au XIXe siècle durant nos guerres d'Indépendance.

C'est ainsi que nous avons liquidé la dernière offensive lancée par dix mille soldats de la tyrannie, fortement armés, contre, au début, à peine deux cents combattants rebelles qui, sous la direction directe du commandant en chef Fidel Castro Ruz, ont livré durant soixante-quinze jours, du 24 mai au 6 août 1958, plus de cent combats, dont quatre batailles, sur un petit territoire faisant de six cent cinquante à sept cents kilomètres carrés, autrement dit moins que La Havane. Cette grande opération décida du cours de la guerre. Quatre mois après, la Révolution triomphait, ce qui explique pour le commandant Ernesto Che Guevara qu'il écrivit sur son journal de campagne : « L'armée batistienne est repartie l'échine brisée de sa dernière offensive contre la Sierra Maestra. »

La flotte yankee qui rôdait en face de Playa Girón en 1961 ne nous fit pas peur non plus. C'est à la barbe des USA que nous avons liquidé leur armée mercenaire, ce qui constitua la première défaite militaire de ce pays sur le continent.

Nous avons adopté la même attitude en 1962, lors de la crise des Fusées. Nous ne cédâmes pas d'un pouce face aux menaces brutales d'un ennemi qui nous visait de ses armes atomiques et qui s'apprêtait à nous envahir, même pas quand les dirigeants de l'Union soviétique, alors notre principal alliée dans cette conjoncture si difficile et de l'appui de laquelle dépendait le sort de la Révolution, après avoir négocié dans notre dos les conditions d'une sortie de la crise, s'efforcèrent respectueusement de nous convaincre d'accepter l'inspection sur notre sol du retrait de leur armement nucléaire, ce à quoi nous avons répondu que cette inspection se ferait en tout état de cause à bord de leurs navires en eaux internationales, mais jamais à Cuba.

Nous sommes sûrs que des circonstances pires peuvent se représenter.

A une époque plus récente, le peuple cubain a donné la preuve indélébile de sa capacité de résistance et de sa confiance en soi quand, par suite de la disparition du camp socialiste et de l'implosion de l'Union soviétique, notre pays enregistra une chute de 35 p. 100 de son Produit intérieur brut, une réduction de 85 p. 100 de son commerce extérieur, la perte de ses principaux marchés d'exportation, tels que le sucre, le nickel, les agrumes et d'autres produits dont les cours chutèrent de moitié, la disparition des crédits à des conditions favorables, ce qui interrompit de nombreux investissements vitaux, comme la première centrale nucléaire et la raffinerie de Cienfuegos, l'effondrement du transport, des constructions et de l'agriculture quand cessèrent brusquement les livraisons de pièces détachées, d'engrais, d'aliments pour animaux, de matières premières pour les industries, ce qui provoqua la paralysie de centaines d'usines et la dégradation quantitative et qualitative de l'alimentation de notre peuple en deçà des paramètres recommandés. Nous avons tous souffert ces chauds été de la première moitié des années 90, avec des coupures de courant de parfois douze heures d'affilée, faute du combustible nécessaire pour produire de l'électricité. Entre temps, des dizaines d'agence de presse occidentales, certaines sans cacher leur allégresse, dépêchaient des correspondants à Cuba pour être les premiers à claironner la défaite définitive de la Révolution.

Personne, au milieu de cette situation dramatique, n'est resté livré à son sort, et notre peuple fit preuve de la force que donne l'unité quand on défend des idées justes et une œuvre bâtie sur tant de sacrifices. Seul un régime socialiste est capable, malgré ses déficiences, de passer une épreuve si gigantesque.

Autant dire, donc, que nous ne perdons pas le sommeil devant les escarmouches de la réaction internationale, coordonnée comme toujours par ceux qui ne se résignent pas à admettre que ce pays-ci ne pliera jamais, qu'elle que soit la voie utilisée, et qu'il préfère disparaître avant, comme il l'a prouvé en 1962.

Cette Révolution a débuté voilà cent quarante-deux ans, le 10 octobre 1868 : elle se battait alors contre un colonialisme européen en décadence, et ce malgré le boycott du jeune impérialisme étasunien qui ne souhaitait pas notre indépendance et attendait que le « fruit mûr » tombe en ses mains sous l'effet de la « gravité géographique ». C'est ce qui arriva d'ailleurs au terme de plus de trente ans de guerres et d'énormes sacrifices du peuple cubain.

Les acteurs extérieurs ont maintenant échangé leurs rôles. Nous sommes, depuis plus d'un demi-siècle, assaillis et agressés constamment par l'Empire déjà rassis devenu le plus puissant de la planète, secondé par le boycott que représente l'outrageante Position commune de l'Union européenne, toujours en vigueur grâce aux pressions de certains de ses membres et de forces politiques réactionnaires qui veulent nous imposer des conditions inacceptables.



La jeunesse cubaine est appelée à prendre le relais de la génération qui a fondé la Révolution

Pourquoi, nous demandons-nous ? Tout simplement, parce que, dans le fond, ce sont toujours les mêmes acteurs qui ne renoncent pas à leurs vieilles visées de domination.

Les jeunes révolutionnaires cubains comprennent parfaitement que, pour préserver la Révolution et le socialisme et rester dignes et libres, ils devront se battre et se sacrifier pendant de nombreuses années encore.

Parallèlement, des problèmes colossaux pèsent sur l'humanité, et c'est aux jeunes, les tout premiers de se collecter avec. C'est la survie même de l'espèce humaine qui est en jeu, menacée comme jamais avant par les changements climatiques qu'accélèrent les modèles de production et de consommation irrationnels du capitalisme.

Aujourd'hui, nous sommes sept milliards de personnes sur la planète. La moitié d'entre elles sont pauvres, mille et vingt millions souffrent de la faim. Qu'adviendra-t-il en 2050 quand nous serons neuf milliards et que les conditions de vie sur la Terre se seront encore plus dégradées ?

La comédie qui a conclu le dernier Sommet dans la capitale danoise, en décembre dernier, prouve que le capitalisme, avec ses lois d'airain au sujet du marché, ne réglera jamais ce problème-ci ni bien d'autres. Seules la conscience et la mobilisation des peuples, la volonté politique des gouvernements et l'avancée de la connaissance scientifique et technologique pourront empêcher notre espèce de s'éteindre.

Je tiens, pour conclure, à rappeler qu'avril de l'année prochaine marquera le cinquantième anniversaire de la proclamation du caractère socialiste de notre Révolution et de la victoire écrasante sur l'invasion mercenaire de Playa Girón. Nous fêterons ces événements capitaux dans tous les endroits du pays, depuis Baracoa, où un bataillon mercenaire prétendit débarquer, jusqu'à l'extrémité occidentale de la nation, et nous organiserons dans la capitale un grand défilé populaire et une revue militaire, toutes activités dont les travailleurs, intellectuel et les jeunes seront les protagonistes.

Dans quelques jours, au 1er Mai, notre peuple révolutionnaire donnera, d'un bout à l'autre du pays, dans les rues et sur les places publiques qui lui appartiennent de droit, une autre réponse massue à cette nouvelle escalade d'agressions internationales.



La flotte yankee qui rôdait en face de Playa Girón en 1961 ne nous fit pas peur, c'est à la barbe des USA que nous avons liquidé leur armée mercenaire, ce qui constitua leur première défaite militaire sur le continent

Cuba ne craint pas le mensonge, ne plie pas le genou devant les pressions, les conditions ou les diktats, d'où qu'ils viennent, et se défend par la vérité qui finit toujours, tôt ou tard, par s'imposer.

Voilà quarante-huit ans, en un jour pareil, l'Union des jeunes communistes a vu le jour. En ce 4 avril 1962 devenu historique, Fidel avait affirmé : *« Croire dans les jeunes, c'est voir en eux, au-delà de l'enthousiasme, la capacité ; au-delà de l'énergie, le sens des responsabilités ; au-delà de la jeunesse, la pureté, l'héroïsme, le caractère, la volonté, l'amour de la patrie. La foi dans la patrie ! L'amour de la Révolution, la foi dans la Révolution, la confiance en soi ! La conviction profonde que la jeunesse peut, que la jeunesse soit capable. La conviction profonde que, sur les épaules de la jeunesse, on peut déposer de grandes tâches. »*

Il en a été ainsi hier, cela continue de l'être aujourd'hui et cela le sera à l'avenir,

Je vous remercie!

Changement de Société 5 avril 2010

La Grèce, fermement ancrée à l'Ouest -

Les règlements favorisent les parieurs au Casino Wall Street

(4ème partie)

Par Alexander Contos

Au Casino Wall Street si on ne livre pas le titre financier cela s'appelle "manque à livrer" ... et c'est légal! En fait, c'est "une lacune qui légalise la contrefaçon de titres", dit Taibbi. On peut tout de suite voir comment il est facile de parier contre une compagnie et l'achever. Il suffit d'"emprunter" quelques millions de ses actions, en inonder le marché et disséminer de fausses rumeurs dans la presse financière (très facile à faire car Wall Street vit de rumeurs et de commérages).

On peut même voter dans des élections sociétaires avec des actions empruntées, une fraude très facile! "En 2005, un groupe appelé Securities Transfer Association a analysé 341 votes d'actionnaires réalisés cette année-là — et trouvé des preuves de sur-vote dans chacun". Ce 11 mars là, "il y avait 201.768 actions de Bear qui n'ont pas été livrées [donc, qui étaient fictives]. Le lendemain même, le nombre d'actions-fantôme a sauté à 1,2 million. À la fin de la session de la bourse ce vendredi, le nombre est passé à 2 millions — et quand le marché a ré-ouvert le lundi suivant, il a fait un bond à 13,7 millions. En moins d'une semaine le nombre d'actions contrefaites de Bear a été multiplié par près de 70 fois". Dans mon exemple précédent, l'avion est simplement resté au sol. Dans le cas de Bear Stearns, la compagnie a saigné à mort.

Comme j'ai dit, grâce à une série de lacunes, ces tactiques sont légales. La fameuse Securities and Exchange Commission (SEC) qui est censée réglementer les marchés permet à un market maker **de vendre des actions sans qu'il les possède nécessairement ni puisse les trouver rapidement. Ces actions sont parfois appelées "'balles,' car quand on tire sur le marché avec ces actions contrefaites, c'est comme tirer des balles sur une compagnie" [Rolling Stone, op.cit.].

Ces mécanismes sont en fait bénéfiques en théorie. Au début des années 80 j'étais un jeune cadre dans une vieille maison faisant le commerce de cacao à Wall Street. Ils importaient des fèves de cacao d'Amérique latine pour une certaine date dans l'avenir quand le produit serait prêt à être envoyé. Pour éviter le risque au cas où le prix du cacao descendait sur le marché, on faisait en contrepartie sur le papier une opération de vente de la même quantité à la même date. Le 1er juin vous achetez des fèves de cacao réelles à 1 dollar la livre pour être livrées le 1er décembre. Simultanément vous vendez un contrat à terme (du papier). Si le 1er décembre le prix du marché est tombé à disons 60 cents la livre, alors on a surpayé 40 cents pour une livre de cacao réel, mais on récupère cette somme en rachetant les contrats à terme à ce prix inférieur. En parallèle, aidés de leur expérience dans le secteur, le propriétaire de la compagnie commerciale et son assistant faisait également 2-3 achats ou ventes à terme sans rapport avec leur commerce. Ceci était de la pure spéculation.

Se protéger contre les risques est une vieille pratique des commerçants. "On dit que dans la Chine ancienne et les Romains formaient des syndicats pour mettre en commun les risques et partager les profits" [The Commodity Futures Market Guide, Stanley Kroll & Irwin Shishko, p.4]. Les spéculateurs sont en fait les bienvenus, car ils apportent la liquidité nécessaire au marché et un plus grand nombre de transactions ramènent les prix à un niveau plus réel... quand il n'y a pas de manipulation et dans certaines limites qui sont supposément appliquées par la Commodity Futures Trading Commission et la SEC. En pratique des mécanismes utiles au commerce ont été déviés de leur but initial par des spéculateurs rapaces avec l'aide de règlements incomplets, carrément ridicules, ou non-appliqués que ce soit par la SEC ou les inspecteurs internes aux entreprises. Les inspecteurs chez Goldman Sachs, Morgan Stanley et Deutsche Bank "sont censés s'assurer que les traders dans leurs firmes suivent les règles — mais dans des conversations enregistrées [obtenues par Rolling Stone], ils disent combien régulièrement ils donnent le feu vert à des transactions qu'ils savent être hasardeuses" [op.cit.]

Les ventes à découvert aussi servent un but, montrer du doigt des compagnies mal gérées à des traders et des spéculateurs qui peuvent alors foncer dessus et les éliminer.

Suite à la page (17)

Que l'indépendance et la souveraineté d'Haïti soient respectées !

Déclaration du ministre des affaires étrangères de la république de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla, dans la conférence des bailleurs de fonds en faveur d'Haïti tenue à New York le 31 mars 2010.

Monsieur le Président,

La communauté internationale a une énorme dette envers Haïti, pays dans lequel après trois siècles de colonialisme a eu lieu la première révolution sociale du continent américain, audace que les puissances coloniales lui ont fait payer avec environ 200 ans de tyrannies militaires et de pillage. Sa population noble et travailleuse est aujourd'hui, la plus pauvre de l'hémisphère occidental.

Nous avons tous l'obligation morale d'apporter à Haïti des ressources financières supplémentaires ainsi qu'une coopération plus importante, non seulement pour sa reconstruction mais surtout pour son développement.

Pour avoir une idée de l'ampleur de la tragédie humaine connue par Haïti, il suffirait de souligner que la mort de 230 mille personnes dans ce petit pays densément peuplé équivaut à la mort de plus de 30 millions de personnes dans un pays comme la Chine, dont la population s'élève à 1 milliard 300 millions habitants, une tragédie inimaginable.

Après ce tremblement de terre dévastateur qui a secoué la conscience de l'humanité, nous espérons que les nombreuses promesses faites deviendront des faits ; que l'indépendance et la souveraineté d'Haïti seront respectées et exaltées ; que l'exercice de toutes ses facultés sera rendu plus facile au gouvernement du Président René Préval et du Premier Ministre Jean Max Bellerive et que les bénéfices seront non pas pour les banques et les compagnies étrangères mais pour le peuple haïtien, notamment pour les plus pauvres.



Le ministre des affaires étrangères de la république de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla

La générosité et la volonté politique sont nécessaires. Il est essentiel l'unité de ce pays et non pas des projets d'une charité douteuse ou sa division en parts de marché.

Le Programme de redressement et renforcement du système national de santé en Haïti conçu par le gouvernement haïtien avec celui de Cuba, comptant sur la coopération de la République bolivarienne du Venezuela ainsi que celle d'autres pays et organismes humanitaires assurera une large couverture en matière de santé à la population, en particulier au secteur à faibles revenus.

Ce programme repose sur des centres de santé de soins primaires qui sont en création dans lesquels suivant des calculs 2 millions 800 mille patients seraient soignés annuellement, 1 million 300 mille urgences médicales seraient accueillies, 168 mille accouchements seraient assistés et 3 millions de vaccins seraient administrés.

A ces centres de santé sont ajoutés les services de 30 hôpitaux communautaires de référence distribués dans le pays et équipés de technologie de pointe pour les soins secondaires. Ils permettront d'accueillir 2 millions 154 mille patients chaque année, de gérer 1 million d'urgences, de réaliser 54 mille chirurgies, 276 mille électrocardiogrammes, 144 mille ultrasons de diagnostic, 43 mille endoscopies, 181 mille radiographies, 107 mille consultations de stomatologie et 487 mille examens de laboratoire.

Tenant compte du nombre extraordinaire de polytraumatisés, 30 salles de rééducation sont également mises en place. Dans celles-ci seront soignés, en douze mois, 520 mille patients et 2 millions 396 mille autres bénéficieront de thérapies.

Il y aura également 3 centres d'électro-médecine, un laboratoire de prothèses orthopédiques et un programme intégré d'hygiène et d'épidémiologie.

De la même manière il a été prévu en Haïti la création d'un hôpital national de spécialités de niveau tertiaire pour lequel nous espérons compter sur la coopération d'autres pays. 80 spécialistes cubains de haut niveau travailleront dans ces installations. Ils prendront en charge les services, les départements médicaux, la recherche, ainsi que l'enseignement des professionnels haïtiens qui y seront formés, lesquels remplaceront progressivement les professeurs cubains.

Le prix des services décrits cidessus s'élève, en quatre ans, à 690 millions 540 mille 739 dollars étatsuniens. Ceci comprend la valeur des services médicaux offerts, calculés à la moitié des prix internationaux, la durabilité de ces services, le personnel qui les offrira et l'apport pour la formation d'autres 312 médecins haïtiens à Cuba.

Il peut donc en être déduit que le coût approximatif est de 170 millions de dollars par an pour un pays d'environ 9 millions 332 mille habitants. Il est possible d'y arriver, ainsi le démontre notre expérience pratique. En fait, ce programme est déjà en cours. Depuis le séisme sont en fonctionnement 23 de ces centres de santé de soins primaires, 15 hôpitaux communautaires de référence et 21 salles de rééducation.

Quelques instants à peine après la catastrophe, les spécialistes cubains se sont mis à soigner la population sinistrée. Jusqu'à présent environ 260 mille consultations ont été réalisées, plus de 7000 chirurgies, environ 1400 accouchements ont été assistés et presque 100 mille vaccins administrés. Plus de 50 mille patients ont été accueillis en rééducation et plus de 75 mille enfants dans des consultations de thérapie psychologique et sociale avec la participation de quelques-uns des professionnels cubains les plus reconnus.

Dans le programme travaillent déjà 783 médecins cubains, 481 haïtiens et 278 de 28 autres pays, tous diplômés à Cuba. Samedi dernier, faisant partie du programme décrit auparavant, a été signée à Port-au-Prince une Déclaration d'Intention pour le renforcement du système et des services publiques de santé et de surveillance épidémiologique, cela grâce à la volonté du gouvernement haïtien et à l'importante contribution du Président Lula du Brésil, qui sera décisive pour le programme conçu.

Pendant les onze ans de travail préalable, la brigade médicale cubaine, présente sur 127 des 137 communes haïtiennes, a sauvé 233 mille 442 vies humaines, réalisé 14 millions de consultations, 225 mille chirurgies et 109 mille accouchements. Elle a rendu ou amélioré la vision de 46 mille haïtiens dans le cadre du programme de « l'Opération miracle ». Dans cette période, 165 mille haïtiens ont été alphabétisés en créole.

Si nous estimons les services médicaux offerts pendant ces années et la formation du personnel médical à Cuba, cela représente environ 400 millions de dollars dans cette période. Le programme médical que nous proposons, dans son ensemble, bénéficiera à 75% de la population la plus défavorisée du pays et celle qui en a le plus besoin avec un minimum de dépenses.

Nous invitons tous les Gouvernements, sans exception, à contribuer à ce noble effort. Nous accordons une importance particulière à cette conférence, que nous espérons sera couronnée de succès.

Je vous remercie.

Une déclaration politique commune publiée par le Parti communiste d'Israël et le Parti des Palestiniens

L'avenir de Jérusalem Est n'est pas comme Tel-Aviv, mais comme Ramallah et Nablus!

La Ville de Ramallah a accueilli cette semaine une rencontre entre des leaders du Parti communiste d'Israël et du Parti des Palestiniens. La rencontre a été consacrée à une discussion sur les derniers événements politiques et avait pour but de renforcer les liens bilatéraux entre les deux partis.

La délégation du Parti communiste d'Israël avait à sa tête le Secrétaire général du Parti Mohammed Naffa ' et les membres de la délégation étaient les Membres du Politburo Issam Makhoul, Tamar Gozansky, Abdullah Abu Ma'rouf et Aida Touma. La délégation du Parti des Palestiniens avait à sa tête le Secrétaire général Bassam Al-Salhi, et des membres du Politburo Hanna Amireh, Afaf Ghatasheh, Rida Nateel et Fadwa Khader.



Le Parti communiste d'Israël a insisté sur la relation organique existant entre l'occupation et l'oppression d'un autre peuple et les attaques contre des libertés à l'intérieur d'Israël

Les deux partis ont condamné avec force l'escalade israélienne, menée par le gouvernement d'extrême-droite dirigé par Benjamin Netanyahu, contre les Palestiniens et les mesures actuelles, ainsi que les campagnes d'implantation dans la ville de Jérusalem, dans la Cisjordanie et les attaques contre les sites saints, dans la Mosquée Al-Aqsa particulière à Jérusalem. Ils ont aussi condamné l'acte de l'armée d'occupation de mise à mort de sang-froid de quatre jeunes hommes palestiniens dans le quartier de Nablus et d'autres mesures.

Les deux partis ont dénoncé le siège criminel israélien qui est toujours imposé à la Bande de Gaza et qui pèse de manière tragique sur le bien-être des gens qui y vivent là. Ils ont considéré que le siège est une forme criminelle de punition collective imposée au peuple entier et une violation flagrante des lois fondamentales de la communauté internationale et des Conventions de Genève. Les deux partis ont exigé la fin immédiate du siège et ont promis de continuer à lutter pour la réalisation de cet objectif.

Les deux partis sont tombés d'accord sur les dangers de la division interne palestinienne qui est exploitée pour faire avancer les projets secrets de la plus nuisible des occupations avec l'aide des États-Unis. La conspiration aspire à en finir avec les droits nationaux des Palestiniens, principalement le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Les deux partis ont affirmé que la question de la division n'est pas une affaire privée entre deux partis palestiniens, mais un danger qui pèse sur l'avenir des Palestiniens et leur stratégie pour leur libération. Ils ont exigé que l'unité politique et géographique soit rétablie entre les deux parties de la patrie et que soit signé le pacte de réconciliation nationale, qui a été formulé par l'Egypte, et qui représente une étape juste pour réaliser l'unité pour contrecarrer les plans des ennemis des Palestiniens et ceux qui comptent sur la division pour réaliser leurs plans expansionnistes et liquider le projet national palestinien.

Le Parti communiste d'Israël a insisté sur la relation organique existant entre l'occupation et l'oppression d'un autre peuple et les attaques contre des libertés à l'intérieur d'Israël, en indiquant que la politique d'expansion et l'occupation augmentent la tension et les signes de racisme contre les citoyens arabes à l'intérieur d'Israël. Le Parti communiste d'Israël a ajouté que ces actes intensifient les attaques et les violations contre les forces démocratiques juives qui luttent pour en finir avec l'occupation, arrêter les implantations et en finir avec toutes les mesures d'agression contre les droits des Palestiniens. Le parti des Palestiniens recommande au Parti communiste israélien et à ses alliés dans le Front Démocratique pour la Paix et l'Égalité et aux Israéliens arabes et aux forces juives qu'ils s'opposent à l'occupation comme ils sont engagés dans une lutte continue et déterminée à côté de la résistance populaire inflexible contre le Mur d'Apartheid dans Bil'in et Ni'lin, qui est devenu un modèle unique et un symbole de la lutte.

Les deux partis ont confirmé leur position historique qui stipule que la solution juste et permanente de la cause palestinienne passe par la reconnaissance du droit d'autodétermination pour les Palestiniens et leur droit dans la création de leur état national avec leur souveraineté sur tous les territoires palestiniens qui ont été occupés en 1967 avec Al-Quds comme capitale et le soutien de la cause de réfugiés palestinienne conformément à la Résolution de L'ONU 194. C'est le chemin unique pour aboutir à la solution de deux états où les deux peuvent vivre dans la paix et la stabilité. Les deux partis ont souligné qu'en essayant de contourner la solution de deux états comme mentionné cidessus, mènera seulement à la consolidation de l'état d'occupation et le déni des droits des Palestiniens dans l'autodétermination peu importe la manière dont cette solution peut sembler radicale.

Dans ce contexte, les deux partis rejettent la demande de l'établissement israélien pour reconnaître la Judéité de l'état israélien. Ils envisagent cette demande comme un instrument d'exclusion de la minorité nationale arabe en Israël pour refuser leurs droits civils et nationaux d'une part; et pour en arriver à cela créer un champ de mines politique raciste sur le chemin de n'importe quel progrès politique afin de trouver une juste solution à la cause de réfugiés palestinienne d'un autre côté. Les deux partis ont dit que cette demande ne peut pas être acceptée et ils ont souligné le besoin de lutter et d'exposer clairement ses contenus et les contrecarrer.

Les positions des deux partis se sont rejointes sur le fait de l'inutilité de n'importe quelles négociations directes ou indirectes, tant que le gouvernement d'extrême-droite actuel continue ses campagnes d'implantation provocatrices sur les Territoires palestiniens Occupés, particulièrement à Jérusalem Est. Les deux partis ont affirmé que

Suite à la page (17)



Les 5: Lettre du mois à Obama

Le 1er avril 2010

Monsieur le Président Obama
The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président

Le 4 mars dernier était le jour du cinquantième anniversaire de l'attentat contre le navire français « la Coubre » dans le port de La Havane. Cet attentat avait fait une centaine de victimes parmi lesquelles six français membres de l'équipage.

Cet attentat survenait à peine trois mois après la création par le directeur de la CIA de l'époque, Allan Dulles, d'une « force spéciale » destinée à promouvoir les activités subversives contre Cuba. Il se situait au sein d'une véritable campagne de terrorisme orchestrée depuis les Etats-Unis.

Antonio Veciana et Luis Posada Carriles, terroristes à la solde de la CIA pendant des décennies, ont raconté comment celle-ci opérait à l'époque, pour mener à bien les attentats contre Cuba.

Aujourd'hui, cinquante ans après le drame de « La Coubre », alors que l 'implication de la CIA est flagrante, les archives de cette époque ne sont toujours pas déclassifiées.

Cuba n'est pas le seul pays à pleurer ses enfants tués par votre pays. La liste serait trop longue si on devait les citer tous ! Le Condor plane encore dans nos mémoires.

Parce qu'il est récent, je voudrais quand même mentionner un crime odieux. Dernièrement, j'ai été bouleversée quand j'ai appris que vos soldats avaient exécuté des gosses en Afghanistan. C'était le 26 décembre dernier, dans la province Kunar, huit écoliers menottés, et un jeune berger de 12 ans, ont été tués de sang froid par vos soldats. La guerre en fait des monstres.

C'est aussi sous votre gouvernement, Monsieur le Président Obama, que Roberto Guillermo Bravo, sinistre assassin argentin de l'Opération Condor, arrêté le 25 février dernier, vient d'être libéré sous caution par le juge Robert Dubé du tribunal de Miami ! Bravo s'est distingué en particulier lors du massacre de Trelew le 22 août 1972 en exécutant 16 prisonniers politiques. Nous ne sommes guère surpris, connaissant les liens entre la mafia

Suite à la page (17)



Ces hommes protégeaient leur pays des méfaits commis précisément par des criminels de la trempe des Bravo, Carriles ou Veciana,

Etazini : Ranpli epi retounen fòmilè resansman Etazini 2010

Tout moun k ap viv Ozetazini deja resevwa fòmilè pou resansman 2010 lan pa lapòs. Ou pa bezwen pè ranpli l, pa gen okenn enfòmasyon ki pral gaye. Biwo resansman an pwomèt tout sa ou mete nan fòm nan ap rete sekrè.

Resansman an fèt pou konnen konbyen moun k ap viv Ozetazini, laj yo, ki kantite fi, ki kantite gason. Gouvènman federal la sèvi ak enfòmasyon sa yo pou detèmine zòn ki bezwen plis sèvis tankou lekòl, lopital, wout elt.

Se chak 10zan yo fè resansman sa yon fason pou konnen ki kote nou sòti, ki pwogrè ki fèt e kisa ki merite chanje.

10 minit sèlman pou ranpli l, epi depoze l nan yon biwo oubyen yon bwat lapòs ki nan lari yo.

(Si w bezwen plis enfòmasyon, al vizite http://2010.census.gov)

La culture anti-misère doit être la priorité

Par Franck Laraque

Avant de définir cette culture anti-misère, considérons les solutions offertes par les dirigeants nationaux et internationaux ainsi que leurs thuriféraires face au séisme du 12 janvier 2010. Quel est grosso modo le bilan de cette catastrophe apocalyptique : Port-au-Prince, La Croix-des-Bouquets, Léogâne, Jacmel et d'autres villes, en grande partie un amas de décombres. Sous ces décombres plus de 200 000 cadavres dont certaines dépouilles sont jetées comme ordures dans des fosses communes. Plus de 200 000 survivants, dont beaucoup seront amputés, sans abri, sans nourriture, sans soins médicaux. Des orphelins et des parents angoissés, désespérés devant tant de pertes de vies et de dégâts matériels. Un gouvernement absent, incompétent, déprédateur qui, comme nous l'avons plusieurs fois montré, avait ruiné l'économie du pays et causé les émeutes de la faim. Inutile donc de lire leurs recommandations. Quel s plans l'ONU et son représentant principal en Haïti, l'ancien Président Bill Clinton et les pays dits amis mettent-ils sur le tapis. ? Le rejet du néolibéralisme qu'ils ont enfoncé dans la gorge du pays avec les résultats néfastes de la globalisation et de la privatisation ? Nenni. Plutôt son renforcement grâce à la technologie moderne.

Clinton et le cellulaire miraculeux

Au cours d'une séance du comité des Affaires étrangères du sénat américain, Clinton a admis sa culpabilité dans l'effondrement de la production du riz haïtien, par l'abaissement du tarif douanier haïtien à l'importation , en 1973, au profit des producteurs de riz américain. Une demi-vérité puisque cette réduction de tarif n'a pas seulement détruit la production de riz mais toute la production alimentaire haïtienne .Il prétend que c'était une erreur. On peut, à bon droit, en douter. Un président aussi intelligent que Clinton n'envoie pas 20 000 soldats en Haïti par erreur mais pour y instaurer le Programme d'Ajustement Structurel qui déstabilise l'économie des pays ciblés au profit des E.U. Le gouvernement haïtien n'a pas été moins coupable. Fritz Deshommes économiste et vice-recteur à la recherche de l'Université d'Etat d'Haïti explique « Il y a eu en 1994/1995, dans le cadre de la problématique du retour à la démocratie, les impositions faites par les puissances qui incluaient une baisse des tarifs douaniers. Et Haïti a été encore plus loin en appliquant le tarif zéro. Si bien quea j'ai moi-même rencontré des personnes de la BM et de la BID qui me disaient : dites à votre gouvernement que l'on en demande pas tant ! » 1. L'aveu de Clinton paraîtrait sincère s'il annonçait le rejet du système néolibéral coupable. Mais il n'en est pas du tout question. Ses regrets sont tout simplement des larmes du crocodile étoilé dévorant sa proie. Avant d'aborder son effarante solution, il faut remarquer à son crédit son incroyable capacité de fund-raising pour les milliards de dollars que réclame la reconstruction après ce séisme. *(Rayi chen di dan l blanch dirait Fanfan, la tulipe à l'oreille gauche)*. Là où le bât blesse, c'est sa vision pour la refondation du pays. Il faut que Haïti soit le premier pays au monde à connexion sans-fil. Chaque Haïtien même dans les régions les plus reculées aura son portable. Il pourra ainsi avoir accès à l'ordinateur pour l'éducation et le commerce en ligne. Le paysan juché sur sa montagne la plus isolée aura la possibilité de recevoir les toutes dernières informations comme le gars au coin d'une rue de Manhattan. Un véritable conte de fée. Le relèvement économique est garanti, non pas dans l'intérêt des agences de cellulaires en Haïti que possèdent républicains et démocrates, parmi lesquels Madame Clinton et des Kennedy. C'est la bourde que le « tzar de la co-reconstruction » veut faire avaler. Le téléphone à chaque gueule devient magique, partant nourricier, dans le pays de l'imaginaire. Sans oublier la dispersion des usines d'assemblage et des ateliers de sueur dans les provinces pour favoriser la décentralisation de la pauvreté. Et moutons de Panurge d'applaudir. Personne pour dire à Clinton que nous ne sommes pas des cons.

L'ONU et la culture salvatrice

L'UNESCO (Organisation de l'ONU pour l'éducation, la science, et la culture) se devait de justifier son nom à Paris, le lieu par excellence de la culture occidentale. Adoptant le slogan : « La culture sauvera Haïti », elle a organisé, en mars dernier, une séance spéciale à cette fin. De quelle culture s'agissait-il ? La plupart des grands pontifes ont, comme le voulait l'Unesco, plaidé en faveur de la culture des belles-lettres et des beaux-arts. Voilà notre point de contention. Sans nier l'importance des belles lettres et des beaux-arts, nous pensons qu'ils sont des facteurs d'expansion de l'économie, des éléments de la superstructure de la structure économique et non pas des facteurs de la création de celle-ci comme l'ont prétendu des orateurs. A notre connaissance il n' y a pas de pays où la culture des belles lettres ait précédé la culture dans son sens étymologique, la culture de la terre, le développement économique. En parlant de cette réunion à Paris, rappelons que Sully, l'illustre conseiller d'Henri IV, roi de France, affirmait, en 1606, « Le Labourage et le Pastourage, voilà les deux mamelles de la France » Il a, en outre contribué à la création de routes, de ponts et d'autres infrastructures.

La Culture Anti-Misère

Le choix d'une culture des belles-lettres et beaux-arts dans le maintien du système néolibéral amélioré ou le choix d'une culture anti-misère rejetant le néolibéralisme pour l'adoption d'un système donnant la priorité au développement agricole à partir des régions rurales n'est pas un choix sémantique . Il détermine lequel de ces deux choix est le plus capable d'affranchir tout individu de la faim et de lui garantir les droits jugés fondamentaux par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'Onu : droit à la nourriture, droit au logement, droit à l'emploi, droit à la santé, droit aux vêtements, droit à l'éducation, droit à l'égalité sociale. Notre choix porte sur ce deuxième concept, à contre-courant des préférences de l'ONU, de Clinton, des pays amis et de leurs alliés internationaux et nationaux. Ce choix est celui adopté le 18 mars écoulé dans la « Position des mouvements sociaux haïtiens sur le processus de « reconstruction » d'Haïti » par plus de cinquante associations paysannes et urbaines qui ont opté pour un « processus alternatif » recommandant les ruptures suivantes : rupture avec l'exclusion, rupture avec la dépendance économique, rupture avec la centralisation excessive du pouvoir et des services publics, rupture avec les rapports actuels de la propriété de la terre. Ce processus inclut des recommandations sur l'éducation publique, la valorisation de la langue créole, la protection de l'environnement, la santé, une justice égalitaire, la gouvernance de l'Etat, les relations internationales et la mobilisation des masses pour la défense de leurs intérêts. La présentation du professeur Alex Dupuy, a souligné des recommandations similaires mais sa voix et celle de l'ancien ministre de la Culture et cinéaste, Raoul Peck, semblent avoir été des cris isolés à la séance de l'UNESCO qui, à tout le moins, a rendu hommage à la créativité de « notre trésor national, Frankétienne » dans le domaine de la littérature, de la peinture et de l'éducation.

Nous voulons espérer que les journalistes, animateurs de radio et internautes « progressistes » cessent de donner la préférence à la diffusion des écrits et interventions des partisans du statu quo et accorderont désormais une plus grande place à la vulgarisation des idées et actions qui luttent pour un changement radical et la viabilité d'un développement alternatif en Haïti.

Franck Laraque
Professeur
Emérite, City College, New York

1. Interview de Fritz Deshommes par Sophie Perchellet in «Haïti Liberté » 31mars-6avril 2010

États-Unis: Remplissez, puis retournez vos formulaires de recensement des États-Unis 2010

Si vous habitez aux États-Unis, maintenant vous avez probablement reçu votre formulaire pour le recensement de 2010 par la poste. Beaucoup de gens ont peur de remplir ces formulaires, craignant que l'information sera donnée aux organismes gouvernementaux. Mais, le Bureau du recensement (Census Bureau), une branche du Département du Commerce, fait des garanties que toutes les informations sont gardées secrets et ne sont pas partagées à aucun autre organisme, société ou entité. En actualité, la loi protège contre tout autre usage hors du recensement.

Le recensement est simplement utilisé pour compter le nombre de personnes aux États-Unis et qui sont-ils en termes d'âge, de sexe, etc. Cette information est ensuite utilisée pour déterminer les zones qui reçoivent des services du gouvernement fédéral.

Les formes ne demandent pas votre "sociale" (Social Security Number) ni aucune information financière comme cartes de crédits ou numéros de banques.

De nombreuses communautés veulent savoir comment elles s'en sont sorties dans l'envoi - retour de leurs formes il y a dix ans, en 2000. Pour répondre à cette question, le Bureau du recensement a dévoilé en février un outil "online" de nouvelles cartes qui permettent aux communautés de voir comment elles s'en sont sorties dans le recensement de 2000.

Les visiteurs de la nouvelle carte basée sur Google seront en mesure de trouver le recensement de 2000, les taux de participation électronique pour les États, comtés et villes, ainsi que des zones plus petites appelées secteurs de recensement ».

Les utilisateurs seront en mesure de comparer leurs progrès du recensement de 2010 en utilisant leur recensement 2000, les taux de référence.

"*L'avenir de votre communauté commence par un coup d'oeil à son passé*», a déclaré le directeur du bureau de recensement Robert M. Groves. «*La carte recensement de 2000 permet aux collectivités de voir quels domaines nécessitent une attention particulière et des rappels d'améliorer leur participation. C'est très important pour des gens à prendre 10 minutes pour remplir et retourner par la poste leurs formulaires de recensement 2010.* «

En 2000, 72 % des résidences qui ont reçu une forme l'ont retournée par la poste.

Tel que requis par la Constitution des États-Unis, le recensement une fois par décennie, doit compter chaque personne vivant aux États-Unis. Les données du recensement sont la base du système démocratique de gouvernement. Ils assurent que la représentation au sein du gouvernement est également répartie. Les données ont aussi aidé à déterminer comment plus de 400 milliards de dollars de fonds fédéraux sont distribués à l'Etat, les gouvernements locaux et tribaux chaque année. Cela comprend l'argent qui pourrait aller vers les routes, les hôpitaux, les écoles et les services sociaux essentiels.

(Pour plus d'informations, visitez http://2010.census.gov)

Aide

Suite de la page (8)

Générosité empoisonnée

M. Saint-Vil tente tant bien que mal de dénoncer les organismes qui s'empressent d'aller « sauver » son pays d'origine, ainsi que les dirigeants étrangers, dont le discours vertueux masque bien maladroitement leur vision colonialiste et leurs intérêts commerciaux. Toutefois, cette tâche se révèle très ardue étant donné la complicité usuelle des médias dominants, et celle des médias dits progressistes comme Al Jazeera English, qui, dans le cas d'Haïti, se comporte comme tous les grands médias. « J'ai fait des trentaines d'entrevues depuis le séisme, confie Jean Saint-Vil, mais jamais à Radio-Canada. » Lors d'une entrevue avec Al Jazeera sur la terrasse de leur forteresse de Pétionville, au bord de la piscine, invisible pour les téléspectateurs qui, eux, ne voient que les débris de l'une des rares maisons du secteur à s'être écroulée, le discours de M. Saint-Vil a été censuré par des difficultés techniques. Problèmes de son. Étrangement, le journaliste, après avoir privé le représentant d'AKASAN du micro, a continué à parler à la caméra comme si de rien n'était. « C'est bizarre, ironise M. Saint-Vil, chaque fois que je dénonce les milliards que la France doit à Haïti, on me coupe la parole ou il y a des problèmes techniques. »

Le 1er avril, au lendemain de la conférence de New York, en première page du quotidien La Presse, une photo de Bill Clinton avec le premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive et le grand patron de Coca-Cola, portant « un toast au lancement du projet Espoir pour Haïti [1] ». Espoir? Quel espoir? N'est-il pas absurde que Bill Clinton « copréside » le plan de reconstruction? Que celui dont le gouvernement est grandement responsable de la récente crise financière, par l'abolition du Glass-Steagall Act*, soit choisi pour « s'assurer que l'aide soit utilisée à bon escient [2] »? Au-delà de cette aberration, toujours et encore cette image du Blanc honorable qui vient sauver le «pauvre petit Haïtien misérable, malhonnête et incapable et de diriger son pays» sans « l'aide » de celui-là même qui l'exploite depuis toujours.

On envahit un pays, on exploite son peuple, on lui vole ses présidents élus démocratiquement pour les maintenir dans la misère pour ensuite « voler à son secours ». Le seul espoir que peut avoir Haïti aujourd'hui, c'est de mettre un terme à cette spirale infernale qui l'appauvrit depuis toujours, de ce libérer de ce commerce de « charité » d'une indicible malhonnêteté.

Notes

1. La Presse, 1er avril 2010, page 1.
2. Ibid

Julie Lévesque est journaliste et chercheure au Centre de recherche sur la mondialisation (CRM).

Mondialisation 4 avril 2010

Ndlr.

* Adopté en 1933, la **Glass-Steagall Act** (Loi Glass-Steagall) doit son nom au sénateur démocrate de Virginie Carter Glass, et à celui du représentant démocrate de l'Alabama Henry B. Steagall. Issue du krach de 1929, elle a longtemps interdit aux banques commerciales américaines de réaliser des activités de marché en instaurant une **incompatibilité** entre les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement, en créé le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires et en introduisant le plafonnement des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires. Elle a été été abrogée le 12 novembre 1999 , sous Clinton, juste à temps pour permettre la fusion constitutive de Citigroup.

En route vers Madrid au sommet des peuples!

Contre les nouvelles conquêtes coloniales des Européens!

Les 17 et 18 mai, se tiendra à Madrid la septième édition du sommet des chefs d'États de l'Union européenne (UE) et d'Amérique latine/ Caraïbe (ALC), avec au menu une véritable politique de re-colonisation économique et militaire et la volonté d'entériner des traités de libre commerce avec l'Amérique centrale, la Colombie et le Pérou. Fondement des politiques européennes centrées sur la concurrence et le démantèlement de l'État par les privatisations. La stratégie de Lisbonne vise à gonfler les carnets de commandes des transnationales et à approfondir les politiques capitalistes au détriment de la souveraineté des peuples.

Face à cette offensive, un réseau bi-régional euro-latino-américain s'est mis en place en 2004 pour mener des campagnes communes et organiser un contre-sommet appelé « Sommet des peuples: Enlazando Alternativas ». Sa quatrième édition aura lieu du 14 au 18 mai à Madrid.

Ce Sommet des peuples est un moment fort de dénonciation et de mise en accusation des politiques de l'Union européenne qui favorise ses multinationales. Il permet de montrer à quel point les traités de libre commerce (TLC) signés par les pays d'ALC avec l'Europe n'ont rien à envier à ceux proposés par les États-Unis. Leurs conséquences sont tout aussi dramatiques : dépeçage des services publics, pillage des ressources naturelles, déplacement de communautés entières, dévastation de la biodiversité, épuisement des ressources hydriques, paupérisation de la main-d'œuvre, militarisation des territoires et criminalisation des luttes populaires et des migrants. Les multinationales européennes sont le fer de lance de cette politique.

Ce sommet alternatif vise également à mutualiser les luttes des peuples autochtones, latino-américains, caribéens et européens, et à travailler ensemble pour défendre les biens publics et renforcer la résistance et la mobilisation contre l'actuel système de domination. Enfin, en Europe comme en ALC, des expériences de luttes et d'alternatives sont menées. Le Sommet est l'occasion de les faire connaître et notre participation active nous permettra d'articuler un contenu anticapitaliste à la formule du « socialisme du XXIe siècle » !



Chavez et Morales au IVe Sommet des peuples de l'Amérique à Mar del Plata

Des menaces sur les forces de gauche en Amérique latine

Malgré des années d'amélioration du rapport de forces en faveur de la gauche radicale en Amérique latine, les derniers mois en indiquent une possible inflexion : la droite latino-américaine, historiquement liée aux projets de domination impérialiste, progresse dans le sous-continent.

Ainsi, au Honduras, appuyés par les États-Unis et la droite latino-américaine, les conservateurs ont renversé Manuel Zelaya qui avait proposé un référendum en vue de convoquer une assemblée constituante et qui s'était rapproché de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques. Zelaya provenait pourtant d'un des deux grands partis de l'oligarchie hondurienne.

Au Chili, Pinera, le candidat de la droite, a été élu président en l'absence d'une vraie politique de gauche menée par l'alliance de la Concertation. Cela marque l'accentuation des politiques libérales dures imposées par la dictature de Pinochet.

En Bolivie, des pressions permanentes s'exercent sur le gouvernement d'Evo Morales, et les gouverneurs des provinces les plus riches mènent un combat sécessionniste et putschiste avec l'aide de la droite internationale. La Colombie, bras armé des États-Unis, accueille de nouvelles bases militaires et, en plus d'exterminer son opposition politique, relaye au côté du Pérou les menaces impérialistes sur les gouvernements du Venezuela, de l'Équateur, du Paraguay et de la Bolivie.

En Haïti, profitant du séisme qui a ravagé le pays, l'armée américaine conforte sa présence dans la Caraïbe et la France fait de même.

Présence impérialiste de l'Union européenne en Amérique latine

L'Union européenne est le deuxième partenaire commercial (15 % du total) et investisseur dans cette région, derrière les États-Unis, et le premier bailleur d'aide au développement (60 % du total reçu par la région).

La vague de privatisations initiée dans les années 1980 par les gouvernements latino-américains à peine libérés des dictatures a donné l'occasion aux multinationales européennes de se ruer sur le continent. Elles ont multiplié par quatre « leurs investissements » et se sont emparés des biens publics, de l'eau, de l'électricité, du gaz, du pétrole, des télécommunications. La coopération européenne a favorisé leur implantation et les traités de libre commerce ont mis en place une législation favorable au-dessus des lois nationales. Ces multinationales étaient parfois encore des entreprises publiques en Europe, comme France Télécom et EDF.

Aujourd'hui, l'Europe cherche à fiabiliser son approvisionnement en ressources naturelles et accentue sa pression pour leur exploitation. Dans le secteur des services, les demandes de libéralisation par l'UE organisent en particulier la précarité des étudiants des universités publiques. Elles bloquent l'accès à des services essentiels à la population comme les médicaments génériques, les semences paysannes, l'eau potable et l'assainissement. Par leur mépris des droits des populations et de l'environnement, les multinationales européennes, à l'instar de Bayer, Repsol, Nestlé, Union Fenosa, Banco Bilbao, Telefonica, Suez ou Veolia, ont très rapidement réussi à fédérer contr'elles des

Suite à la page (16)

Le Mexique sans autosuffisance alimentaire

Vingt entreprises dominent l'industrie agricole du pays

Par Susana González G.

Avec les politiques néolibérales impulsées depuis presque trente ans, le secteur agraire mexicain a été « dévasté » par la domination d'une vingtaine d'entreprises agroalimentaires multinationales qui contrôlent tous les secteurs de la vie agricole, mais aussi par les politiques officielles suivies particulièrement par les deux derniers gouvernements, comme le dénonce une enquête de l'organisation internationale Oxfam et le Red Nacional de Promotoras y Asesoras (RedPar). (Réseau National des syndicats de Promotion et Conseil Ruraux).

Le marché agroalimentaire du Mexique – de la commercialisation et la distribution de grains jusqu'à



Le Mexique a perdu l'autosuffisance alimentaire qu'il avait à l'après-guerre, depuis qu'en 1982 le néolibéralisme s'est imposé et en 1994 avec le Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN)

la transformation industrielle des produits agricoles et l'importation d'aliments – sont aux mains de Wal Mart, Kansas City, Cargill, Bimbo, Maseca, Bachoco, Pilgrim's Pride,

Suite à la page (16)

Honduras: Nouveau meurtre d'un Msilitant social

Un jeune de 22 ans a été assassiné jeudi dernier quand le Mouvement Paysan Unifié de l'Aguán (MUCA) récupérait des terres dans la propriété Boleros (département d'Yoro).

Le Comité de Familles de Détenus et de Disparus (COFADEH) a indiqué que Miguel Alonso Oliva a été assassiné par des membres de sécurité, il est mort sur le coup.

Le COFADEH a émis un communiqué où elle exige à "la communauté internationale l'envoi d'actions urgentes à l'État hondurien pour en finir avec cette situation précaire et difficile contre femmes, hommes, enfants qui subissent la terreur des fusils". Le MUCA a exprimé sa préoccupation en raison de l'utilisation de ce fait comme excuse pour que la zone soit militairement envahie.

Les paysans affirment que la terre à récupérer est une possession illégale du propriétaire foncier René Morales. Cette récupération fait partie du processus de négociation déjà entreprise par le MUCA avec le gouvernement de Porfirio Lobo.

Agence Pulsar, 5 avril 2010
Amerikenlutte 6 avril 2010

Bolivie: le MAS s'impose dans les élections régionales

Le Mouvement au Socialisme (MAS) a gagné ce dimanche 6 des 9 régions de Bolivie, selon des données de sortie d'urne. Le parti du président Evo Morales s'est très largement imposé à La Paz, Oruro, Potosi, Cochabamba et Chuquisaca.

De plus, il s'impose de peu à Pando, jusqu'à présent gouverné par des conservateurs et des libéraux. Pando, Cochabamba et Chuquisaca étaient de 2006 à 2009 sous le contrôle de l'opposition de droite. D'un autre côté, les régions de Beni, Santa Cruz et Tarija resteront aux mains de l'opposition après les élections de dimanche.

Morales a considéré que le MAS avance en acceptation populaire et il a affirmé que son leadership a été renforcé en passant de 3 à 6 gouvernements.

En même temps, il a signalé que dans les régions où son parti ne l'a pas emporté, il a néanmoins augmenté son nombre de conseillers.

Au niveau municipal, le MAS a obtenu les mairies de El Alto, de Cochabamba et de Cobija, aux mains de l'opposition entre 2006 et 2009. C'est la première fois que le MAS remporte 3 des 10 principales villes de Bolivie.

Morales a convoqué l'opposition pour se joindre au processus de changement et pour laisser de côté la confrontation.

Et il a réitéré que le gouvernement est disposé à travailler avec les adversaires victorieux dans ces élections à chaque fois qu'ils placent les intérêts des populations au-dessus des intérêts partisans ou personnels.

Agence Pulsar, 5 avril 2010.
Traduit par amerikenlutte 6 avril 2010

Un rapport indique que la quantité de pauvres a augmenté en Amérique latine

Une étude de la Commission Économique pour l'Amérique latine (CEPAL) a informé que le nombre de pauvres a augmenté de 9 millions. De plus, les taux d'indigence ont augmenté dans toute la région. En 2009 les chiffres indiquent qu'en Amérique latine 189 millions de personnes sont pauvres, 9 millions de plus qu'en 2008.

Dans le même temps, le nombre de personnes en situation d'indigence est passé de 71 à 76 millions. Cela représente 13,7 pour cent de la population latino-américaine. Ceux qui souffrent de la pauvreté extrême vivent avec moins de 1,25 dollars par jour.

Le pays le plus touché par cette réalité est le Mexique où la pauvreté extrême touche 7,2 millions d'individu(e)s. Alors que la quantité de pauvres est montée à 3,6 millions, comme l'a indiqué la CEPAL.

La secrétaire exécutive de la CEPAL, Alicia Barcena, a expliqué que la situation est dûe à "la chute des revenus et de la précarisation de l'emploi".

Agence Pulsar, 26 mars 2010.
Traduit par amerikenlutte
29 mars 2010

Kijan sitiyasyon ekonomik

Soti nan paj 6

aktivite komèsyal yo pa mache byen pou ti machann yo. Kèk nan yo pa t kache difikilte yo genyen pou rive vann machandiz yo kouwè : Pwason ak lòt vyann yo, lavèy fèt Pak la : *« Fèt la pa bon menm pou ane sa a, nou chita la a nou pa ka vann, moun yo pa gen lajan, y ap monte desann, machande, bay move pri, men yo pa achte. Nou achte chè, fòk nou vann li yon tijan pou n ka fè ti benefis. Depi maten m chita la a, mwen pa vann anyen, se mouch k ap machande nou la a, sitiyasyon an pa bon pou nou, moun yo fin mouri, anpil al an pwovens, sa k rete yo pap travay, yo pa gen lajan. Kèk grenn moun k ap travay, ti kòb y ap touche a pa ka fè anyen pou yo…. »*.

Pri pwodwi moun manje chak jou pa janm sispann ogmante sou mache a aprè tranblemanntè 12 janvye a : yon mamit chabon ki t ap vann 15 goud pase 25 goud, yon mamit diri pase de 125 goud a 130 goud ; yon galon lwil pase de 200 goud a 250 goud, yon mamit pwa pase de 125 a 135 goud ; yon lo patat pase de 15 goud a 25 goud, yon lo bannann pase de 25 goud a 50 goud ; yon bwat lèt pase de 15 goud a 20 goud, yon lo mango pase de 25 goud a 50 goud. Se pri tout pwodwi k ap grenpe monte chak jou sou mache a pandan pouvwa dacha moun yo ap bese.

Nan ekonomi kote se mache a ki mèt e seyè, li fikse pri yo jan li vle, lè l vle, ni nan vann pwodwi yo, ni nan fòs kouraj travayè yo, se konsomatè ki pi ba yo k ap peye konsekans lan, se mas pèp la k ap peye pokase. Leta boujwa/grandon ki la a se moun rich yo l ap defann, se yo k ap kontinye fè richès yo sou malere yo. Pandan machandiz yo ap monte sou mache a, salè yo toujou rete jan l te ye a : 125 goud pou travayè faktori boujwa/kapitalis yo e 200 goud pou lòt travayè ki nan sektè komès, sekirite ak kèk lòt sèvis.

Se konsa aprè tranblemanntè 12 janvye a, yon bann ak pakèt Oganizasyon Non Gouvènmantal (ONG) te anvayi peyi a, sou pretèks y ap pote sekou ak èd imanitè bay popilasyon an, san kontwòl otorite yo nan peyi a. Plizyè milyon dola vèt deja gagote, se yo k ap koupe rache nan distribisyon èd yo ki ale yon sèl kote, vrè viktim yo pa janm wè koulè kat yo ki pou otorize yo al pran grenn diri yo. Anplis de sa, ONG yo vini ak kèk ti pwojè yo rele « Cash for work », ki vle di lajan pou travay, yo fè moun yo travay 15 jou, yo peye yo 13 jou a 200 goud epi yo fòse yo manje yon ti pla manje pou 125 goud, yon fason pou eksplwate fòs kouraj travayè yo, yo kontinye ap fè lajan sou do malere yo, jan pwovèb ayisyen an di l : « Chodyè monte sou non timoun, li desann sou non granmoun ». Kounye a nan peyi Dayiti èd imanitè yo vini sou non Viktim yo, se ONG yo ak akolit li yo k ap fè lajan, nan vann èd yo nan tout mache yo, pandan vrè viktim, ki nan abri pwovizwa yo ap mouri grangou.

Se nan sitiyasyon ekonomik makawon sa a, mas pèp la ap viv aprè 12 janvye a, gwo peyi ki di yo vle ede Ayiti te òganize yon gwo woumble nan lokal Nasyonzini an, nan Nouyòk, mèkredi 31 mas 2010 la, kote yo pwomèt Ayiti 5.1 milya dola pou 18 pwochen mwa yo. E se nan lojik sa a, prezidan René Préval mande senatè ak depite l yo pou yo vote yon lòt pwojè lwa dijans pou 18 mwa ak yon komisyon enterimè pou rekonstriksyon Ayiti (CIRH), k ap genyen an majorite plizyè peyi etranje ki kapab bay Ayiti anviwon 100 mil dola vèt. Kidonk, se gwo peyi kapitalis yo sèlman ki toujou fè bèl pwomès ki pa janm respekte, k ap kontinye pase dirijan nou yo nan betiz.

Se nan menm sitiyasyon sa a, gouvènman Preval/Bellerive la deside relouvri lekòl yo nan 2 depatman (Lwès ak Sidès) ki te pi frape anba tranblemanntè 12 janvye a. Men mas pèp la poko konnen kijan y ap voye pitit yo lekòl, pou yo te ka fini rès ane a. Anpil ladan yo pa ka manje ale wè si yo ka voye pitit lekòl e yo di fòk Leta di yon mo pou yo.

Yves Pierre Louis

Reprann aktivite lekòl

Soti nan paj 6

Genyen lòt ki fè konnen pitit yo te pèdi liv, inifòm yo anba dekonm, genyen paran ki pèdi travay yo, komès yo, sa fè yo genyen anpil pwoblèm pou voye pitit yo lekòl. Anpil paran ki te deja viktim anba politik neyoliberal la, privatizasyon antrepriz piblik yo, kouwè : Teleko, AN, ONA, SMCRS elatriye ki pa janm sispann manifeste pou fè gouvènman Preval/Bellerive la tande revandikasyon yo, ki se 36 mwa ak mezi dakonpayman, viktim yon lòt fwa ankò 12 janvye 2010 la, lage nan lari a, pitit yo pa ka al lekòl jouk jounen jodi a.

Sendika anseyan yo: UNNOH, CONEH ak asosyasyon paran ak elèv yo fè konnen pou aktivite lekòl la reprann tout bon vre, fòk gouvènman ki la a pran tout lekòl yo ki nan peyi a an chaj, pou ba yo tant, konstwi anga, peye pwofesè, mete materyèl de travay pou elèv yo. Yo fè konnen lekòl se yon bagay ki twò enpòtan pou sosyete a, pou Leta lage l nan men yon ti gwoup moun k ap fè lajan sèlman sou do paran yo. Daprè anpil obsèvatè, se gouvènman Preval/Bellerive la, ki pa pran responsablite l aprè katastwòf 12 janvye an, li lage peyi a bay etranje ak ONG yo, ki fè lekòl poko ka reprann. Genyen lòt ki di se yon bon moman pou Leta te pran kontwòl ledikasyon a nan peyi Dayiti, pou te fini ak 3 kategori lekòl sa yo : yon lekòl pou pitit boujwa ak grandon, yon lekòl pou klas mwayèn, sousou boujwa/grandon kapitalis yo e yon lekòl yo rele lekòl bòlèt pou pitit mas pèp la. Epoutan genyen yon sèl egzamen Leta pou 3 kategori lekòl sa yo, se sa k fè pitit mas pèp la ki nan ti lekòl sa yo pa janm kapab pase nan egzamen yo. Se pitit grannèg ki toujou pase pou yo ka jwenn tout chans yo, pou yo kontinye kenbe fèm sistèm esplwatasyon, dominasyon ak diskriminasyon an sou do mas pèp la.

Anvan tranblemanntè 12 janvye a, edikasyon nan peyi Dayiti se te yon yon tèt chaje, te genyen 25 pousan timoun, ki te genyen laj pou al lekòl, ki pa t ka ale, te genyen 38 pousan jèn ak granmoun ki pa konn ni li ni ekri. Daprè prezidan Preval nan diskou l te fè nan Nasyonzini 31 mas la. Anpil nan timoun sa yo lage nan lari a san manman, san papa, kilès k ap pran responsablite yo?

Kilè ap genyen yon Leta ki pou pran ka tout timoun sa yo pou etranje pa vin tounen papa bonkè, pou kidnape yo, sove avèk yo, menm jan sa pè fèt depi aprè 12 janvye 2010 la ?

Yves Pierre-Louis

Le Mexique

Suite de la page (15)

Tysson, Nestlé, Lala, Sigma, Monsanto, Archier Danield's Midland, Général Foods, Pepsico, Coca Cola, Groupe Vis, Groupe Modelo et du Groupe Cuauhtémoc. Pour le cas du maïs, quatre entreprises contrôlent 66% de l'offre de grain, précise le document.

Le Mexique a perdu l'autosuffisance alimentaire qu'il avait à l'après-guerre, depuis qu'en 1982 le néolibéralisme s'est imposé et en 1994 avec le Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN), qui a provoqué un effondrement des prix de l'ordre de 70% dans les produits agricoles locaux.

Manque de ressources

Face à la concentration du marché agricole, 76% de plus de 4 millions d'unités de production rurale sont « des petits agriculteurs d'autoconsommation ou de subsistance, avec une basse production et une productivité », encore 18% sont-ils considérés de transition, tandis qu'uniquement les 6% restant sont des producteurs à grande échelle.

Cependant, RedPar et Oxfam soulignent que les grandes entreprises multinationales ne sont les seules responsables de la dévastation agricole du pays.

« Le deuxième aspect qui a affecté les producteurs ruraux fût la politique officielle des gouvernements néolibéraux, mais en particulier celle des deux derniers gouvernements, qui, en plus de réduire les aides au secteur agricole par rapport à d'autres secteurs, un sous exercice a été pratiquée seulement un groupe réduit de producteurs privilégiés par les mesures prises effectivement », indique l'étude, réalisée à propos de l'impact que la crise économique a eu chez les femmes de milieux rural dans les deux dernières années.

Et de rapporter que le Recensement Agricole, d'élevage et Forestier de l'année dernière précise que seul les 4% des unités de production avec une activité agricole et forestière dispose d'un type de crédit ou d'assurance.

De la même manière, il souligne qu'en 15 ans d'existence de Procampo, seuls 10% des 2.4 millions de bénéficiaires, c'est-à-dire 240 000 personnes, ont obtenu 57% des ressources du programme, comme Fundar. Le restant, 43% du budget ont été distribués entre les 2.1 millions de bénéficiaires du programme soient 90% du recensement.

En ce qui concerne les régions, 80% des aides octroyées par des Appuis et Services à la Commercialisation Agricole (Aserca) se sont concentrées sur les Etats de Sonora, Sinaloa et Tamaulipas.

Les petits et moyens producteurs sont restés à la merci des prix bas et du manque de ressources pour semer, donc ils ont orienté leur production vers l'autoconsommation ou bien abandonné leur terre et la donnent à semer pour émigrer, remarquent Oxfam et RedPar.

Traduit de l'espagnol pour El Correo par : Estelle et Carlos Debiasi
La Jornada. Mexico, le 4 avril 2010
El Correo 5 avril 2010

En route vers Madrid

Suite de la page (15)

mouvements populaires de masse. Elles sont défendues avec constance par les gouvernements européens de droite et sociaux-démocrates.

Des liens à tisser, des propositions convergentes à construire

Les accords et traités de libre commerce sont aux antipodes des intérêts des peuples et de la survie de la planète, en Amérique latine comme en Europe. Dans ce cadre, il s'agit de forger un mouvement de défense d'intérêts communs, en démantelant les axes d'oppression impérialiste centrés sur l'imposition du système capitaliste et la répression des mouvements critiques.

Un des enjeux du contre-sommet, comme son nom l'indique, est d'entrelacer les alternatives, apprendre les uns des autres et organiser des solidarités concrètes et politiques dans les luttes sur les deux continents.

L'Amérique latine a fourni ces dernières années de nombreuses raisons de se réjouir des progrès de la gauche sociale et politique. Ces succès sont souvent le fruit de décennies d'implantation comme c'est le cas du Mouvement des sans-terre du Brésil, des mouvements indigènes d'Équateur (la CONAIE) (1), de l'AIDESEP au Pérou (2), de la CAOI (3) qui fédère des organisations des peuples originaires de six pays. Ces mouvements précurseurs ont très tôt lié les questions écologiques, la préservation du milieu naturel avec une conscience anti-libérale puis anticapitaliste. Ainsi, les indigènes de Bolivie donnèrent naissance au MAS, actuellement au pouvoir dans le pays, qui accueillera bientôt le sommet de défense de la terre et contre le réchauffement climatique à Cochabamba.

Ces luttes, comme celles des mouvements de Piqueteros (chômeurs) et des entreprises récupérées et contrôlées par leurs salariés ou les luttes contre la privatisation de l'eau, donnent du grain à moudre pour nos luttes en Europe.

En plus de Cuba, le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur, malgré leurs limites et leur manque de définition stratégique, ont remis au goût du jour la possibilité concrète d'ôter le pouvoir des mains des castes dirigeantes, souvent racistes et toujours soucieuses d'amplifier leur taux d'enrichissement sur le dos des peuples de ces pays. Les progrès sociaux et l'alliance tissée avec les mouvements sociaux y ont aussi permis de populariser l'idée que le changement ne peut venir que d'une stratégie politique globale et internationaliste.

En Europe, la violence des attaques des classes dirigeantes domine le paysage politique. Malgré le slogan qui parcourt les pays européens, « Ce n'est pas à nous de payer leur crise », la situation est à l'évidence plus difficile pour la gauche anticapitaliste.

Même si la droite et la social-démocratie ont jusqu'à présent contenu les protestations populaires, à l'image de ce qui se passe en Grèce, elles n'en ont pas moins démontré leur incapacité à enrayer la crise. En tout cas, les gouvernements sont décidés à la faire payer par ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

Face à cette situation, de nouvelles formes politiques ont vu le jour comme c'est le cas du NPA [Nouveau Parti anticapitaliste] en France ou du Bloc de gauche au Portugal (pour ne citer que celles-là). Comme en Amérique latine, il nous faudra élargir et amplifier les luttes syndicales, écologistes, anticapitalistes pour espérer faire fructifier les nouvelles formulations politiques.

À Madrid, il s'agira de s'alimenter des expériences latino-américaines et de tisser des liens avec l'ensemble des forces sociales et politiques qui partagent avec nous l'objectif du renversement du capitalisme.

À Paris comme à Marseille: en route pour Madrid!



À Madrid, il s'agira de s'alimenter des expériences latino-américaines et de tisser des liens avec l'ensemble des forces sociales et politiques qui partagent avec nous l'objectif du renversement du capitalisme

À Paris

Pour préparer le Sommet des peuples, deux journées de débats sont organisées à Paris par un collectif unitaire sur les thèmes qui seront développés à Madrid, sur les alternatives à construire et le contenu à donner au socialisme du XXIe siècle. Le vendredi 9 avril de 18 heures à 21h30 et le samedi 20 avril de 10 à 18 heures, à la Bourse du travail de Paris (3, rue du Château-d'Eau, métro République).

À Marseille

Une réunion publique de préparation de Madrid a lieu le jeudi 25 mars à 18 h 30, salle Ritimo, 8, rue Barbaroux. Le thème a été : l'eau, bien commun de l'humanité. Une réunion publique est prévue au retour de Madrid, le 21 mai, avec des représentants péruviens.

Madrid du 14 au 18 mai

Un forum social, une assemblée des mouvements sociaux, une grande manifestation internationale le dimanche 16, un Tribunal populaire des peuples pour lutter contre l'impunité des multinationales, un meeting anticapitaliste le samedi soir sont au programme, consultable sur: www.enlazandoalternativas.org

Le Grand soir 2 avril 2010

Ndlr.

(1) **AIDESEP**: *Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* (Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne), fondée en 1980.

(2) **CONAIE**: Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur

(3) **CAOI** : Coordination Andine d'Organisations Indigènes

Les règlements

Suite de la page (12)

Une sorte d'autorégulation. Tant Bear Sterns que Lehman Brothers étaient "horriblement mal gérées et congestionnées de dettes" avec les mauvaises hypothèques du marché immobilier.

Rapaces comme les gens qui voulaient de grosses maisons ou un standard de vie au-delà de leurs moyens, se vautrant dans leur dette, les officiels grecs ont mis leur pays à la merci des hyènes. En effet, un ancien cadre dans une compagnie d'investissement a dit que Wall Street "crée sans répit de nouveaux produits pour séduire et attirer la grande horde d'investisseurs inconscients dans n'importe quelle bulle clinquante tournoyant ce moment-là: Venez à nouveau lancer le ballon, cette fois on l'appelle Internet, marché immobilier, contrats futurs de pétrole. Wall Street a transformé l'économie en une combine géante de dépossession d'avoirs, une combine dont le but est de sucer les derniers lambeaux de chair de la carcasse de la classe moyenne" [Rolling Stone, op.cit.] Comme un lecteur de l'économiste étatsunien Paul Krugman l'a dit, de Californie, "La sauterelle cherche toujours un nouveau terrain à piller, dans le cas de Wall Street, ils les créent tout simplement".

En effet, ils utilisent les naked short-selling non seulement pour les actions d'entreprises mais également pour les transactions de biens réels comme le cacao que je viens de mentionner. "Toute vente spéculative de contrats à terme de commodités est du 'naked' short selling," dit Adam White, directeur de recherche à White Knight Research and Trading. Alors qu'acheter des choses qui n'existent pas dans la réalité n'est pas toujours nuisible, cela peut aider à alimenter des rages spéculatives, telle que la bulle du pétrole l'été dernier. "Le monde consomme 85 millions de barils de pétrole par jour, mais il n'est pas rare de voir 1 milliard de barils de transactions par jour sur les différentes bourses de commodités" dit White. "Alors vous avez 12 barils de papier pour chaque baril réel."

"La même chose vaut pour les hypothèques. Quand les prêteurs ne pouvaient plus trouver assez de 'drogués' pour leur prêter des maisons, ils ont simplement commencé à vendre les mêmes hypothèques encore et encore à des investisseurs différents [...] Un document présenté au American Bankruptcy Institute au début de l'année rapporte que jusqu'à un tiers de tous les titres basés sur des hypothèques sont "égarés ou perdus" — ce qui veut dire qu'ils sont faux et non de véritables hypothèques", des instruments aussi fantômes que les actions "manque à livrer" qui ont fait tomber Bear Sterns.

Bien sûr, ils ont réuni ces crasses d'hypothèques ensemble avec d'autres produits, ont obtenu une notation AAA par les agences et présenté cette dette toxique comme étant de première qualité à des "compagnies d'assurance et des fonds de pension sans défiance [...] En d'autres termes, on ne peut souscrire ces hypothèques sauf si on peut les vendre à quelqu'un qui ne sait pas ce qu'elles sont" [Rolling Stone, op.cit.].

On arrive maintenant aux pays. "Le naked short-selling d'actions n'est encore rien comparé à ce qui se passe sur le marché des bons", dit Susanne Trimbath, un ancien membre du personnel du Depository Trust Company qui centralise et garde tous les enregistrements de transactions d'actions. "Wall Street a en fait été tellement effrontée que pour contrefaire la dette du gouvernement des Etats-Unis sous le nez des inspecteurs, au milieu d'une série sans précédent historique de sauvetages gouvernementaux, en une seule semaine, en juillet dernier, quelques 250 milliards de dollars de bons du trésor étatsunien on été vendus et non livrés !" [Rolling Stone, op.cit.].

Et nous nous tournons vers les continents. Goldman Sachs et ses pareils utilisent la petite Grèce tant qu'ils peuvent profiter de l'impact de sa crise sur la monnaie des 16 pays de l'Euro avec un carry trade: on achète de l'argent pas cher dans un pays et on l'investit dans un autre qui a des intérêts plus élevés et/ou une monnaie qui puisse apprécier. Pour tout trader, des mouvements rapides et importants d'action, commodité, devise est une occasion de gagner gros. Et ils se fichent si ces basculements énormes créent des bulles dévastatrices pour l'homme de la rue. Encore un instrument légitime de commerce accaparés par les spéculateurs. Alors que les populations et les banques centrales d'Europe et du Japon sont maintenant préoccupées, "les spéculateurs et arbitragistes de devises se pourlèchent les babines à la perspective de suivre l'Euro et le Yen dans leur chute, tout en faisant de gros profits sur des investissements à fort rendement et les devises montantes des marchés émergeants" [The Carry Trade: Betting on Bad Currencies, Erik Heinrich, time.com, Feb. 11, 2010].

Se pourlécher les babines ils l'ont fait lors d'un "'dîner d'idées' exclusif au début du mois auquel participaient les hedge-fund titans SAC Capital Advisors LP et Soros Fund Management LLC. Au cours du repas, dont l'hôte était une banque d'investissement boutique dans un hôtel particulier à Manhattan, un petit groupe de la crême des managers de hedge-fund*** a prétendu que l'Euro va probablement tomber jusqu'à "parité"— égal sur base d'échange—avec le dollar" [Hedge Funds Try 'Career Trade' Against Euro, Susan Pulliam, Kate Kelly & Carrick Mollenkamp, Wall Street Journal, Feb 26, 2010].

Rappelez-vous que ce qu'il faut pour avoir un short-selling réussi: des rumeurs détruisant le standing de la victime. Que ce soit une compagnie ou un pays. Et la Grèce a figuré quotidiennement dans les nouvelles depuis début janvier. Cela me fait penser à la soi-disant question nucléaire en Iran qui revient périodiquement dans de sombres titres de la presse pour infiltrer la peur dans l'esprit des personnes peu au courant. Soit dit en passant, les médias et commentateurs étatsuniens et anglais – y compris le libéral Paul Krugman – ne manquent jamais une occasion de disséminer des doutes sur l'Euro. Ce qui est ironique, les Etats-Unis essaient de s'accrocher à leur illusion d'être toujours une puissance mondiale avec un dollar fort tout en sachant qu'un Euro faible est contre leurs intérêts, car une monnaie faible est essentielle pour améliorer ses exportations.

Ecrivant dans le Financial Times, un certain Dimitri Papadimitriou se plaignait de "la pléthore d'articles dans vos pages et autres, certains argumentant en faveur et d'autres contre un sauvetage [de la Grèce], contribuant à créer la confusion dans les marchés et faisant grimper les coûts de financement du pays à des niveaux record. Il n'est même pas encore clair qu'un sauvetage soit nécessaire, nais cette confusion dans les marchés rend la capacité du gouvernement à atteindre ses objectifs de déficit encore plus difficile" [Memo to Greece: Make War Not Love with Goldman Sachs, Marshall Auerback & L. Randall Wray, Huffington Post, February 22, 2010].

En réalité, la crise en Grèce a) n'est pas si terrible, et b) est marginale pour l'Union Européenne – même si l'on inclut le Portugal, l'Irlande and l'Espagne, cela représente moins d'un cinquième du PNB de l'UE. Mais, rappelez-vous, ce n'est pas la réalité sous-jacente qui compte, mais la perception des acteurs. "Ceci est la définition même de l'économie des bulles — parier sur le comportement des foules au lieu des valeurs réelles", et Goldman Sachs est un expert à manipuler ce comportement de foules [Wall Street's Bailout Hustle – Goldman Sachs and other big banks aren't just pocketing the trillions we gave them to rescue the economy - they're re-creating the conditions for another crash, Matt Taibbi, Feb 17, 2010].

A suivre

Une déclaration

Suite de la page (13)

Jérusalem Est Occupé n'est pas comme Tel-Aviv, comme l'a revendiqué Netanyahu, mais ressemble à Ramallah, Nablus et le reste des villes palestiniennes et des villages sous l'occupation, et ce qui s'applique au reste de la Cisjordanie et du territoire de Gaza s'applique à Jérusalem Est Occupé aussi. Les deux partis ont dit qu'il ne fait aucun sens d'exiger le retour des Palestiniens à la table de négociations sans conditions préalables; les deux ont souligné qu'il est futile de retourner aux négociations sans conditions préalables qui mèneraient à la fin de l'occupation et à la libération des Palestiniens vers leur indépendance et la mise en oeuvre des résolutions qui sont légitimées au plan international.

Les deux partis sont aussi tombés d'accord sur la nécessité d'exiger en préalable des bases obligatoires de référence pour les négociations basées sur le retrait final aux frontières 1967 et à l'arrêt total et complet des implantations comme une condition pour entrer dans n'importe quelles négociations. Les deux ont aussi convenu de la nécessité d'apporter des explications complètes au niveau international pour pousser Israël vers l'observation aux résolutions reconnues internationalement. Ils ont souligné que tabler sur la médiation unique américaine n'est pas utile à cause du partenariat stratégique entre Israël et les États-Unis. Les deux partis ont indiqué que selon eux cette option unique de négociations a épuisé ses buts et qu'il est nécessaire maintenant d'activer et de développer d'autres points forts palestiniens, en particulier la montée de la lutte populaire et de la résistance de même que de placer la communauté internationale et le Conseil de sécurité avec les diverses organisations internationales en face de leurs responsabilités pour exercer une pression sur Israël pour qu'il termine son occupation et se soumette aux résolutions légales sur le plan international. Ils ont souligné que l'appui du Parti communiste d'Israël et ses alliés dans leur bataille doit faire en sorte que la paix se déplace dans la rue israélienne qui s'oppose à l'occupation, aux implantations et aux provocations dans Jérusalem Est Occupé, comme ce qui est arrivé dans le Scheik Jarrah récemment.

À la fin de la rencontre, les deux partis sont tombés d'accord sur le fait qu'il y aurait par la suite d'autres rencontres régulières et sur la coordination et la coopération dans divers domaines politique, le syndicalisme, les étudiants, les femmes et d'autres domaines populaires et ont décidé de former des commissions pour donner suite à ces questions.

Le 25 mars 2010

Traduit de l'anglais par Danielle Bleitrach pour Changement de société 5 avril 2010

Les 5

Suite de la page (13)

de Miami et le Plan Condor. Après ce crime, et bien d'autres, Bravo a vécu caché et protégé à la base navale de Puerto Belgrano, puis à la mission navale argentine de Washington, le temps d'obtenir les papiers lui permettant de s'installer à Miami où il vit dans l'opulence. En 1987, il a obtenu sa citoyenneté nord-américaine sans l'ombre d'un problème. L'entreprise de Bravo, « RGB Group » est florissante grâce à de nombreux contrats avec les forces armées US. Il a aussi comme client le « Homeland Security (Département de l'Intérieur). L'arrestation de Bravo était demandée en vain depuis deux ans par le juge fédéral argentin Hugo Sastre.

Comme nous le constatons chaque jour, Monsieur le Président, votre pays n'est pas le mieux placé pour donner des leçons de démocratie aux autres nations! Alors, quand nous voyons que vous maintenez toujours en prison les cinq cubains Gerardo Hernandez, René Gonzalez, Antonio Guerrero, Ramon Labañino, et Fernando Gonzalez, on ne peut qu'être indigné. Ces hommes protégeaient leur pays des méfaits commis précisément par des criminels de la trempe des Bravo, Carriles ou Veciana,

Le 8 mars, journée mondiale des femmes aurait été pour vous une belle occasion de permettre aux épouses de Gerardo et de René d'obtenir un visa pour aller rendre enfin une visite à leurs maris. Vous n'avez pas saisi cette opportunité, dommage !

Monsieur le Président, il n'est pas trop tard pour vous de rejoindre les dix Prix Nobel qui demandent la liberté pour les Cinq.

Octroyez à ces cinq hommes cette « clémence exécutive » tant méritée, vous feriez preuve ainsi de justice et de courage politique.

En attendant une telle mesure, recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie
64360 Monein (France)

Copies à: Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Messieurs Harry Reid, et M. l'Ambassadeur des USA en France

Cuba si Lorraine 2 Avril 2010

Gad

Suite de la page (5)

y pense un peu. Le 22 Novembre 1963, lors d'une visite pré-électorale de Kennedy à Dallas, le président, gai comme un *pipirit* se promène dans une décapotable et traverse la ville à petite vitesse. Radieuse, son épouse Jackie fait de temps à autre des risettes à la foule massée sur les trottoirs. A l'époque les terroristes n'étaient pas encore à la mode, sauf que embusqué – dit-on –à une fenêtre du 5e étage d'un dépôt de livres scolaires, le long du cortège présidentiel, un terroriste avant la lettre, du nom de Harvey Oswald, armé d'un fusil muni d'un télescope aurait visé le président et l'aurait abattu d'un coup sec, pan ! D'autres disent de deux coups, ou même de trois coups secs, si ce n'est davantage (film d'Abraham Zapruder). Malgré un rapport bien ficelé et connu sous le nom de « Rapport Warren », suivi de celui de la *House Select Committee on Assassinations*, des questions restent encore sans réponse. Les mafieux du système veillent au grain du secret d'Etat est des secrets de « *la piovra*», la *Cosa nostra*, la pieuvre non pas sicilienne, mais bien américaine. Kennedy est mort pour ses deux trous d'yeux.

On enterre le président des Etats-Unis avec toutes les pompes dues à son rang. Johnjohn, le fils de Kennedy encore à l'âge de l'innocence salue Papa militairement. Madame Kennedy sèche ses larmes. Robert Kennedy ministre de la Justice mijote déjà des plans destinés à « faire la lumière entière» sur le présidenticide. Mais dans l'ombre, le «laboratoire» sait déjà comment s'atteler à la besogne. Il faut faire en sorte que les gens oublient au plus vite le crime monstrueux. Dès lors surgissent comme champignons de très nombreux sites et bâtiments pour commémorer la mémoire du président occis, tels que l'aéroport international de New York (*JFK Airport*), le théâtre de Washington (*Kennedy Center*) ou le centre de tir spatial de Floride *(Kennedy Space Center ou Centre spatial Kennedy)*. Le portrait de Kennedy est gravé sur des pièces d'un demi-dollar.

Dans le Yukon, au Canada, une montagne a été baptisée en 1965 *Mont Kennedy* en son honneur. Cette montagne de 4 238 mètres a été escaladée pour la première fois en mars 1965 par Robert Kennedy, George Senner et Jim Wittaker, le premier Américain à avoir atteint le sommet de l'Everest. Une fois au sommet, Robert Kennedy y a déposé un tube métallique contenant le discours d'investiture de JFK. Un porte-avions a été nommé en l'honneur de JFK, en 1968 : le USS John F. Kennedy (CV-67). En 1979, le président Carter inaugure la Bibliothèque John F. Kennedy (la *John Fitzgerald Kennedy Library*) qui conserve les documents officiels et la correspondance du président sacrifié. «*Memorial*» à bâbord et à tribord. Sans doute on n'a pas oublié l'homme, mais les circonstances entourant le crime ont été oubliées. La vie a continué jusqu'à ce que Jacquie ait épousé le richissime armateur grec Aristote Onassis. *Lajan al jwenn lajan*. Kennedy mort et oublié. *Gad oun sistèm* !

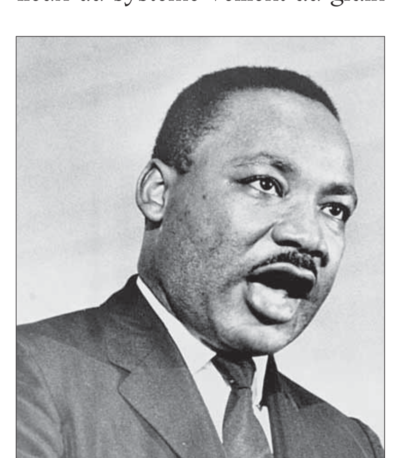
Robert Kennedy, alias Bobby, le frère de John, sans le savoir va se faire manger par le système. Farouche combattant contre la corruption et la grande criminalité, il mène une lutte féroce contre la pègre, notamment contre Jimmy Hoffa, Sam Giancana et Santos Trafficante. Très proche de son frère, il l'encourage à se positionner en faveur des droits civiques en 1963. Après l'assassinat de John, il démissionne de son poste de ministre de la Justice. Il entame alors un nouveau combat mais cette fois-ci contre la pauvreté qui devient son cheval de bataille. Il mène également campagne contre l'engagement des États-Unis dans la guerre du Viêt Nam. Il ne s'était donc pas fait que des amis dans les milieux militaro-industriels et des services secrets. Pour comble de déveine, Bobby fréquente un peu trop les Noirs. Un mal qui sème la terreur au sein du FBI. C'en est trop pour Edgar Hoover, l'éternel directeur du FBI.

Le 5 juin 1968, Bobby, candidat démocrate à la Présidence des Etats-Unis est frappé mortellement par les balles d'un forcené. Le système fait d'un jeune immigré palestinien portant le nom «peu catholique» de Sirhan Bechara Sirhan, le meurtrier de Bobby, bien que de très nombreuses incohérences dans l'enquête – calibre de l'arme ayant tué et angle balistique, nombre de détonations entendues par les témoins, etc. – rendent la version officielle de sa mort, sujette à de très vives controverses. Qu'à cela ne tienne ! On laissera Bechara bécharrer en taule et on fera en sorte que s'estompe le crime à travers force «*memorial*», monuments et hommage de toutes sortes.

Le 18 janvier 1969, peu après la mort de Bob Kennedy, *le District of Columbia Stadium* est rebaptisé *Robert F. Kennedy Memorial Stadium* ou *RFK Stadium* un stade omnisports. Le 5 juin 1968, est créée la Fondation du Mémorial Robert F. Kennedy qui se bat en l'honneur de Robert Kennedy et pour un monde plus juste et pacifique. Depuis elle met son influence au service de la lutte du peuple sahraoui pour l'autodétermination, pour la faire connaître aux Etats-Unis, notamment au Congrès. Le Prix Robert F. Kennedy des droits de l'homme est créé en 1984 en l'honneur du courage des défenseurs des droits de l'homme à travers le monde et en la mémoire du sénateur américain Robert Francis Kennedy.

Toutefois, pour l'ancien sénateur, il n'y aura pas d'aéroport, pas de pont, pas de pièce d'un demi-dollar, pas de boulevards, pas d'écoles, pas de *highway*, pas de théâtre, pas de bibliothèque portant son nom, encore moins un porte-avions. Pas même une ruelle qui aurait permis de chanter comme Nemours Jean-Baptiste *lage m nan riyèl la*. L'ancien ministre de la Justice du président Kennedy n'en méritait pas tant. Le système bien rodé et bien futé sait d'instinct que les gens se seraient finalement aperçus de la supercherie et de la mystification. John Kennedy, puis King, enfin Bobby, quasiment à la queue leu leu, nom de Dieu! il fallait prendre un répit. Après sa mort, sans bruit ni compte, on enterra Bob qui laissa derrière lui dix orphelins et une femme enceinte mère de Rory Elizabeth Katherine (née le 12 décembre 1968). Edward Kennedy, le plus jeune de la bande sachant bien comment fonctionne le système, serra les dents et les poings, continuant de faire de grands sourires aux maffieux, n'y pouvant rien. Et Comme aurait dit ma grand-mère: *tout chen kaka, tout chat pise*.

Le rat il sait, le chat il sait, la barrique de maïs du statu quo et des intérêts de la mafia doit rester là telle quelle, petite fille. *Kèt* ! *Gad oun sistèm* !



Martin Luther King



John F. Kennedy



Robert Francis Kennedy

Trois empêcheurs de tourner en rond assassinés par «le système» en moins de cinq ans. La version officielle de leur mort est encore sujette à de très vives controverses. Mais /rat konnen, chat konnen/, le système (la /Cosa nostra/) garde ses secrets pour lui-même. /Gad oun sistèm/ !

Confessions d'un émigré haïtien en diaspora



Ceux qui ont survécu souffrent des états de stress post traumatique qui se manifesteront par une existence perturbée avec des séquelles psychologiques. Ils sont marqués pour la vie

Par Dr. Jean-Daniel François

Je suis né dans un pays où le ciel est généralement bleu et scintillant, le soleil brille de tout son éclat, la brise vespérale est caressante, les arbres sont parés de leurs habits verdoyants, les oiseaux se pavanent dans la voûte éthérée en exécutant leurs douces mélodies, les ruisseaux roucoulent, la flore et la faune flirtent avec les caprices de la canicule, l'air tropical se rafraichit entre les palmiers, la cadence de l'immense nappe liquide attire tout le monde, alors que le peuple goûte à la vie comme à un rare dessert tout en narguant sa civilisation de misère.

Oui je suis d'un pays qui ruisselle de charmes, de couleurs et d'harmonie : La République d'Haïti. C'est dans ce cadre enchanteur que j'égrenai copieusement l'éternel printemps de ma jeunesse jusqu'à ce matin de Juin où je me trouvai dans la salle d'attente de l'aérodrome. L'avion était déjà sur la piste, seulement trente minutes d'intense entretien m'étaient départies avec mes parents et amis. Puis je devais les saluer avant de partir à l'aventure pour aller grossir le nombre des fils de la nation qui évoluent hors du sol natal. Quelle panique ! Quelle anxiété ! Quelle angoisse ! A ce moment là, se jouaient en moi tour à tour une effusion de joie nébuleuse d'aller lier connaissance avec l'inconnu, et une vague de peines noyées dans un océan de pleurs taciturnes parce que je devais abandonner mes bien-aimés. Juste le temps de se faire photographier, de se dire une dernière blague, d'exprimer un dernier souhait, de faire une dernière confession, d'échanger un dernier aveu, de partager une dernière accolade, et c'est fini.

Pour moi, tout semblait accuser un changement brusque. Ce jour là il pleuvinait, la nature avait l'air époustouflé…quand je pris l'oiseau aux ailes métalliques à destination des Etats Unis d'Amérique. Quelle rupture ! Je voyais ma mère meurtrie sous les dards de la séparation, mais qui voulait m'épargner ses sanglots. Ah que c'est dur de faire pleurer les parents ! Ma petite amie – devenue plus tard mon épouse- pouvait à peine retenir ses larmes. La souffrance de mes frères et sœurs, de mes amis et de tous ceux qui faisaient partie de la grande famille m'avait dévasté. Car en ce temps là, c'était le schéma de la famille élargie (communautaire) qui primait. Assis près du hublot, je jetais encore un dernier regard sur les miens, puis ce fût le décollage …

Quand ils disparurent à mes yeux, quand je ne pouvais plus voir le paysage haïtien, j'étais broyé d'angoisse pendant ce voyage vers l'inconnu qui semblait s'éterniser. Ah quelle tragédie d'être l'acteur principal de la déchirure familiale ! Ce drame qui se joue au quotidien et dont les répercussions sont

Suite à la page (19)

Suite de la page (18)

incommensurables. Ce traumatisme intime qui souvent ne s'exprime que par le silence tout en laissant en chacun de nous des sentiments qui s'imbriquent dans les cœurs déchirés, et qui ont des résonnances profondes et durables laissées à la merci du temps pour être cicatrisées. La séparation d'avec un être cher constitue une plaie virulente qui dévore l'âme silencieusement. Depuis ce mercredi estival, le cœur en écharpe, j'entends, sans vraiment l'écouter, le martèlement interminable des minutes de ma vie qui s'enfuit. Les yeux mouillés de larmes, je me demandais pendant l'interminable traversée, pourquoi ai-je voyagé? Était-ce pour cause politique, économique, religieuse? Les raisons étaient difficiles à identifier. Elles semblaient même s'entremêler.

Si atteindre le sol Américain demeure l'objectif d'un bon nombre d'étrangers qui seraient - pour la plupart- disposés à toutes sortes de sacrifices pour y parvenir, les citoyens de mon pays natal – la République d'Haïti – ne font pas exception. Pourtant, il n'en était pas toujours ainsi. En effet jusqu'au début des années 70, les collégiens de mon époque rêvaient de faire leur petit tour d'Europe, plus précisément de France, afin d'agrandir leurs horizons intellectuels, et après s'en retourner chez eux, à la Perle des Antilles.

Une fois arrivé à New York, avec ses rues illuminées, et ses gratte-ciels impressionnants, l'Amérique ne tardait pas à m'imposer une nouvelle vie. J'entrevoyais sans comprendre un tableau prodromique. J'avais vite découvert deux faits : 1-Rien ne se fait aux Etats-Unis sans le billet vert (green bucks) et les choses sont très chères, 2-les gens sont différents, même les compatriotes pratiquent une hospitalité très limitée. Après une semaine ou deux ils trouvent un moyen de vous passer le message qu'il est temps de se remuer, car vous êtes une bouche de plus à nourrir. Vous consommez de l'énergie …et cela crève le budget. L'on n'y peut rien, c'est la règle du jeu ! Les codes culturels ne sont pas les mêmes; la langue, la musique, les manières, le paysage, l'odeur, la couleur, le bruit, le style tout est différent. Ici tout se fait à la va-vite. Perdu dans les flots de mon chagrin, je me demandais déjà s'il ne me fallait pas retourner chez moi ?

Alors, je me souvins de mes parents qui essayaient de me convaincre que partir était pour le bien être de tout le monde. Mes amis disaient qu'après les études humanitaires, c'était coutume de voyager. Mon église me répétait que « Dieu avait de grands plans en ma faveur ». A ce tournant, je voulais maudire tout le monde et tout ce qui m'entourait. Hélas ! Par ma formation et par ma culture je ne pouvais maudire Dieu c'est un sacrilège, ou mes parents c'est une malédiction, voire mon pays c'est de la haute trahison. Alors je décidai de me maudire, me haïr et de rejeter tout ce qui faisait de moi ce que j'étais.

J'étais perdu en Amérique, cette terre réputée pour être le pays d'accueil des Immigrants du monde entier. Pourtant, tous les immigrants ne jouissent pas du même traitement. Ceux dont les poches sont pleines semblent avoir un meilleur sort que ceux qui sont venus pour se tailler une petite fortune. La crise économique incite au durcissement des mesures migratoires au point où certains veulent criminaliser les étrangers qui souvent acceptent les métiers les plus durs, les plus risqués et les moins rémunérés. Les ressortissants de certaines régions défavorisées viennent pour trouver de quoi survivre et envoyer de l'aide à ceux du pays natal qui ne dépendent que d'eux pour vivre. Certains, à cause de leur nom étranger, ajouté à leur accent et à la couleur de leur peau bronzée sont souvent soupçonnés d'être automatiquement des illégaux. C'est comme les enfants illégitimes de chez nous qui ne pouvaient rien hériter de leur père avant le régime de Papa Doc.

Personnellement, j'ai passé du temps à gémir, à me lamenter, à supplier, à essayer de me convaincre d'écourter mon séjour dans ce grand pays. Mais comment retourner chez moi sans un sou? Que deviendrait la parentèle qui guette au quotidien le passage du facteur, ou attend un appel ou une visite d'une maison de transfert ? Comment ferait-elle face aux divers besoins de chaque jour, aux frais de scolarité, aux cas de maladie, et aux études universitaires? Il faut y rester pour travailler afin d'aider les autres qui n'ont aucune autre lueur d'espoir. Fait curieux, pendant des « printemps hivernaux », et des étés infernaux, j'ai souvent entendu cette voix qui m'exhortait à tout maudire, à divorcer d'avec le passé et à me perdre dans le cafard de la vie de l'émigré. Ah ! Que je me suis maudit !

Quand je pense à ma première chute dans la neige où j'ai failli casser mon coccyx, je me suis maudit. Quand je devais m'ajuster au climat du nouveau pays, je me suis maudit. Quand je devais échanger le riz, le mais, les haricots pour la pizza et le yogourt, je me suis maudit. Quand le chant du coq matinal fût remplacé par le son mécanique de l'horloge pour me réveiller en sursaut, je me suis maudit. Quand on me claquait la porte au nez pour me refuser du travail, je me suis maudit. Quand le patron impossible me traitait de « petit baudet », ou me menaçait de révocation pour être trop lent, je me suis maudit. Quand on me refusait même le job que les citoyens du pays ne voulaient faire, je me suis maudit.

Quand la police me regarde du coin de l'œil comme un potentiel accusé à inculper pour le prochain crime insolvable, je me maudis. Quand on m'arrête sur l'autoroute pour m'accuser d'excès de vitesse afin de vérifier si je suis le propriétaire de la voiture ou si j'ai droit à la plaque d'immatriculation, je me maudis. Quand je n'ai fait que m'endetter, je me suis maudit. Quand j'ai perdu plusieurs êtres chers, parents et amis, sans pouvoir aller au moins à leurs funérailles, je me suis maudit. Quand la neige envahit mes cheveux, je me maudis. Quand ma force m'abandonne et que ma santé chancelle, je me maudis. Je me suis maudit. Je me maudis !

J'ai fini par comprendre que l'immigrant vit aux antipodes du paradis espéré. Sa vie est jonchée de défis, c'est un éternel combat. Il lutte contre un état d'instabilité permanente. Il doit fuir les options évanescentes. Il se heurte constamment contre toutes sortes d'écueils, et de toutes parts. Il est solitaire, frustré, troublé et se sent même traqué par le destin. Il est physiquement présent sur le sol étranger alors que son esprit et son cœur vagabondent sur la terre originelle d'où il essaie de se rappeler les paysages laissés depuis des temps. Une succession d'images se bouscule à travers les vantaux de sa mémoire. Il est tiraillé quotidiennement entre son attachement culturel et son désir de réussir là où il est, et de se frayer une position respectable. Il veut s'accrocher à tous les fils conducteurs qui lui permettent de rester en contact avec son pays alors qu'il est loin du bercail.

Où serait-il s'il était resté chez lui ? Il maudit la vie. Il s'est maudit. Il se maudit. Il se maudit alors qu'il est imbibé de nostalgie. Quelle chimère de découvrir que l'eldorado à conquérir n'est qu'un leurre.

A bout de patience je me suis révolté contre moi même, contre toute malédiction, et contre tout ce que j'avais appris chez moi. Enfin, j'ai pris –malgré moi- la décision de vivre ma vie en insouciant, de faire le deuil de mes émotions et de mes convictions. J'ai choisi de tout enfouir dans mon subconscient, de feindre d'oublier tout le monde, de faire de mon mieux mais de vivre dans le pays où je suis comme si c'était le mien, et d'abandonner l'idée de devoir retourner chez moi qui d'ailleurs n'était plus comme je l'avais laissé.

Vive le clivage! A bas la péjoration de l'existence ! Je dois vivre. Je veux vivre. Il me faut aimer. J'ai besoin de ma partenaire. Il me faut des enfants ! Pourquoi pas ! J'ai été privilégié de poursuivre des études professionnelles et de mener ma petite vie. Les jeux sont faits et je m'attèle à m'investir dans le pays qui m'a accueilli. Je lui suis d'ailleurs reconnaissant. J'y suis, j'y vis ! J'ai pensé faire taire l'haïtien qui piaffait constamment en moi. Du reste je me berçais de l'illusion que j'étais un peu mieux qu'auparavant. Entre temps j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour aider tous mes compatriotes sur mon passage.

Pour mener ma vie, que d'évènements n'ai-je suivis passivement à travers les baies ! Le départ de Bébé Doc, l'avènement d'Aristide 1 et 2, le gouvernement de Préval 1 et 2, les inondations, les ouragans, l'instabilité politique, et le dénuement progressif du pays. J'ai tout subi en me trompant de rêves farfelus. J'ai tout enduré en nourrissant des pensées faramineuses. Et s'il m'arrivait de pleurer dans ma chambre, quand je sortais, une fois en public, j'étais toujours prêt à dire à tous que tout allait bien et que la vie devait continuer ! Je pensais que le « cas » de mon pays natal allait être traité par un « Messie » ou un « Moise» providentiel tôt ou tard.

Mais quand arriva le 12 Janvier 2010, j'ai flanché pitoyablement comme un ballon traversé par la flèche de la consternation. Une vague d'amertume, de regrets, de colère et de chagrins m'a effiloché. Quand vous n'avez pour dîner que l'espoir et pour breuvage les larmes, pourquoi faut-il que même les forces surnaturelles se liguent contre vous ? Le coup est inattendu, et mortel. L'eau de tous les océans ne suffit pas pour pleurer la perte d'au moins deux générations. Ceux qui ont survécu souffrent des états de stress post traumatique qui se manifesteront par une existence perturbée avec des séquelles psychologiques. Ils sont marqués pour la vie. Comment supporter l'anéantissement soudain de la majeure partie des cadres du pays ! Ils ont tous disparu…Le pays a tout perdu…dans les antres de la terre, dans le feu, sous les décombres…Ah ! Comme la vie est fragile !

Pourquoi ne suis je pas mort à la place de tous ces citoyens. Peut-être ma visite aurait fait la différence? Pourquoi n'ai-je pas revu ma tante, ma marraine, un cousin, une cousine, des connaissances avant ce jour macabre ? Ah que je voudrais revoir mes amis, la grande famille haïtienne ! Comment me pardonner ? Depuis le funeste 12 janvier déferlent en cascade réunions d'organisation, colloques, forums …et les discussions se font interminablement partout. La planète s'est ébranlée pour aider. Nous lui sommes très reconnaissants. Pourtant, ceux qui sont dans le besoin continuent à souffrir. Ma ville natale est devenue un cimetière à ciel ouvert. Mon pays est transformé en un camp de réfugiés. Et depuis la population est vouée à une existence cauchemardesque. Ah ! Mon Pays ! Et je me vois ambulant comme un Zombi sans pouvoir faire une différence appréciable. Comment me disculper ?

Hier encore on rêvait d'emmener les enfants, cette nouvelle génération issue des parents immigrants, goûter aux charmes du pays de leurs parents et les aider à maîtriser les différents défis auxquels ils font face, y compris un biculturalisme parfois accablant qui les porte souvent à tout remettre en question face à un avenir brumeux.

Alors que le chagrin m'anéantit, que de souvenirs me hantent ! Je pense aux promenades vespérales tantôt au bicentenaire, à la Place Jérémie, sur le champ de Mars, ou au kiosque pour écouter la fanfare du palais, ou les visites aux salles de spectacles telles que : Rex Théâtre, Triomphe, Capitole, Montparnasse, Eldorado ou Théâtre de Verdure…, aux soirées de saine détente, aux rondes enfantines sous les regards pétillants de bonheur des parents, aux bains de mer hebdomadaires, à la pêche, à la chasse, aux excursions, aux camps, aux feux de camp. Je songe aux soirées de jeux, aux bains inattendus quand on nous poussait dans l'eau tout habillés, aux bains sous la pluie, aux matchs de foot ou de volley. Que dire de mon « fanal », ou de mon cerf-volant qui montait vers le ciel !

Je ne reverrai plus les plages où je me régalais avec les gosses de mon temps pendant les vacances. Je ne jouirai plus des jus de fruits de mes restaurants favoris, je ne goûterai plus aux avocats, aux mangues, aux quenêpes, aux prunes, aux noix de coco, aux ananas du terroir. Je n'entendrai plus la voix chevrotante des marchandes,…je ne verrai plus les adolescents se susurrer les mots mielleux de l'amour à l'ombre des branches des cocotiers. Je n'irai plus louer les bicyclettes pour les courbes périlleuses autour de la Cathédrale avec leurs incidents multiples, ou taquiner les vendeurs de « pâtés chauds » la veille de Noël alors qu'en classe je faisais encore des pâtés en écrivant, ou jouer aux billes, rouler mon cerceau torse nu dans le quartier quand maman n'était pas à la maison. Ah mon pays ! Finis ces moments de camaraderies, de rigolades insouciantes. Finies ces années du paradis de l'enfance.

L'émigré haïtien en diaspora doit refouler tous ces souvenirs, anesthésier tous ses sentiments et feindre de continuer sa vie alors que cette question résonne constamment en lui : « qu'adviendra-t-il de mon pays ? » ou « Comment entamer la besogne vertigineuse de bâtir ou rebâtir mon pays ? »

Certes toutes les nations du monde veulent aider Haïti. Mais il ne faut pas oublier qu'elles ont aussi leurs problèmes internes de société. Le premier pas consiste en une prise de conscience des haïtiens sous tous les cieux. Car seul Dieu et les haïtiens peuvent vraiment faire la différence pour notre pays. Les mots- clé sont : UNITÉ, RESPECT, DIALOGUE et ACTION. Lorsque tous les haïtiens mettront de coté ce qui les divise pour se concentrer sur le bien être de l'île ; lorsque, mûs par un même idéal patriotique, tous s'évertueront à harmoniser tous les secteurs concernés ; lorsqu'il n'y aura plus d'obsédés du fauteuil présidentiel mais des serviteurs fidèles et dévoués au triomphe de l'idéal dessalinien ; lorsque l'amour, l'esprit critique, la probité, et l'éthique auront pris logement chez tous les frères : alors Haïti changera.

Pour bâtir ou rebâtir Haïti, il faut construire le pays selon les codes modernes de l'urbanisme, bien définir les critères et les conditions d'acceptation de l'aide sous toutes ses formes. Il faut aussi du tact, et savoir dire merci. Port-au-Prince peut devenir l'une des villes les plus belles du monde avec ses gratte-ciels, ses ponts illuminés, ses superbes autoroutes, ses magasins de renom, ses fameux hôtels, ses super centres commerciaux, et ses salles de musée. Elle peut étaler les prouesses techniques en vogue. Alors, Port-au-Prince deviendra un Port idéal pour les Princes. Haïti peut redevenir ce « joyau », cette « perle des Antilles » quand chaque ville, chaque province acquerra l'autonomie nécessaire pour fonctionner et se suffire à elle même tout en faisant partie d'un tout bien intégré. Le succès d'Haïti dépend du rôle décisif de la diaspora établie dans une position médiane. Elle doit s'organiser pour jouer son rôle tant sur le sol d'accueil qu'au pays natal.

Après la plus grande catastrophe nationale, Voici venu le temps de mettre la main à la pâte. « Acta, non verba ! ».

Jean Daniel François, MD, Neurologue et économiste de formation. Auteur de «Les Clés de la Réussite Authentique»

Rémy Herrera : Un autre capitalisme n'est pas possible

Par Danielle Bleitrach

Le dernier livre de Rémy Herrera n'est pas facile, mais il est incontournable pour qui veut un peu se repérer dans le maquis des différents diktats économiques qui nous tombent dessus sans que nous puissions toujours deviner ce qui relève du fatalisme scientifico-technico-économique et ce qui relève d'un choix citoyen. « Se repérer », cela ne suffit pas pour dire l'ambition de ce livre. Rémy Herrera est un de nos auteurs marxistes parmi les plus brillants, un individu rare dans sa génération. Il enseigne l'économie à la Sorbonne, et comme il s'agit d'un point de vue marxiste, le projet de ce livre est de passer de la critique au combat pour transformer le monde, pour dépasser (abolir et conserver) un capitalisme qui n'a pas de relève possible. Le pari est réussi, « l'arme de la critique n'a pas effacé la nécessité de la critiques des armes… »

Disons que depuis une trentaine d'années (ce que l'on appelle l'ère néo-libérale), tout y compris la production académique, les médias, et donc un large public de non spécialistes, les politiques y compris de gauche partagent une vision dont le postulat de base est que les phénomènes socio-économiques peuvent et doivent être expliqués à partir des seuls comportements individuels à la recherche de leurs intérêts et que ceux-ci, par les seuls mécanismes du marché, sont à même de conduire la société vers une harmonie collective.

Pour ces « théoriciens », il n'y a plus de capitalisme, il n'y a plus que l'économie de marché, la main invisible qui rétablit les équilibres, ce qui repose nous dit Rémy Herrera sur une « dénégation » têtue: la crise n'existe pas. Alors Rémy Herrera, à partir d'une problématique marxiste qui fait du capital non pas de l'argent, ou un autre objet, mais un rapport social démontrant d'abord la non scientificité de l'hypothèse de base sur « l'individualisme méthodologique » et les autres théories qui vont de l'assaut anarchique contre l'Etat à l'acceptation de son rôle « régulateur » mais toujours pour le plus grand profit du capital. Ensuite, la démonstration de la non scientificité étant accomplie, il démontre le fait qu'il s'agit bien d'un système totalement réactionnaire et sans issue. La seule chose qui le maintient est la croyance en son caractère incontournable, la manière dont les dirigeants de gauche sont pétrifiés devant sa domination.

Dans une première partie, un peu savante pour qui ignore tout des écoles économiques et de la théorie néoclassique, Rémy Herrera se livre avec brio à la démolition en règle de ces nouveaux modèles de croissance, *« aussi critiquables radicalement par l'arbitraire de leurs méthodes, la vulnérabilité de leur socle théorique et la confusion empirique que par les propositions nettement réactionnaires que leurs conclusions véhiculent. L'essentiel réside cependant dans les fonctions non scientifiques de la théorie néoclassique, soit là même où se découvre son point de contact avec la politique du néolibéralisme. (..) Dès lors l'Etat n'est plus mobilisé que pour encourager cette accumulation, dans une logique du profit »*. (p.55).

A partir de ce constat, Rémy Herrera qui a démonté la pseudo scientificité de la théorie dominante, celle qui s'est imposée pratiquement sans concurrence y compris chez les dirigeants de gauche et dans les cercles académiques, va effectivement démontrer les points de contact avec cette « science » et l'extrême-droite et ceci dès les fonts baptismaux qui, comme on le sait eurent lieu sous l'égide de Pinochet au Chili.

Rémy Herrera démonte en particulier le rôle de l'Etat, son caractère on l'a vu au Chili parfois dictatorial et en tous les cas toujours répressif des intérêts populaires, ce rôle est simple et unique: il s'agit à la fois de démanteler un service public et d'être totalement l'Etat du capital qui appuie un marché aujourd'hui totalement sous la coupe des transnationales. Il donne des exemples précis, convaincants qui vont de la Défense de plus en plus privatisée, échappant de fait à tout contrôle citoyen au gros morceau à savoir l'éducation. Si l'on sait que le total des dépenses d'éducation dans le monde dépasserait 2000 milliards de dollars, dont une large majorité provient des budgets publics, les profits attendus par les firmes multinationales d'une marchandisation plus poussée de ce secteur sont gigantesques.

Tout ce qui est analysé en divers points du livre dans ce domaine est passionnant. On mesure comment il y a à la fois destruction du service public que l'on asphyxie, multinationales aux aguets et intervenant déjà massivement et discours pseudo scientifique, démonstration sur la nécessité de respecter les choix individuels. L'économiste néo-classique intervient sur tous les plateaux de télévision pour expliquer à quel point la bureaucratie étatique est incompétente, l'école publique est nulle, et ils ajoutent que l'on doit respecter le choix individuel de celui qui a payé des impôts et qui souhaite les voir attribué à l'école de son choix : une école privée.

Puisque les pays qui réussiront *« seront ceux qui auront su améliorer le fonctionnement des marchés et exploiter le pouvoir du savoir pour éclairer l'existence de tout un chacun, les mesures préconisée coulent alors de source: 1) mise en concurrence et privatisation comme remède aux défaillances des monopoles d'Etat, lesquels entraveraient l'offre, 2) promotion de l'éducation privée, 3) recherche publique placée sous la tutelle des marchés »*.

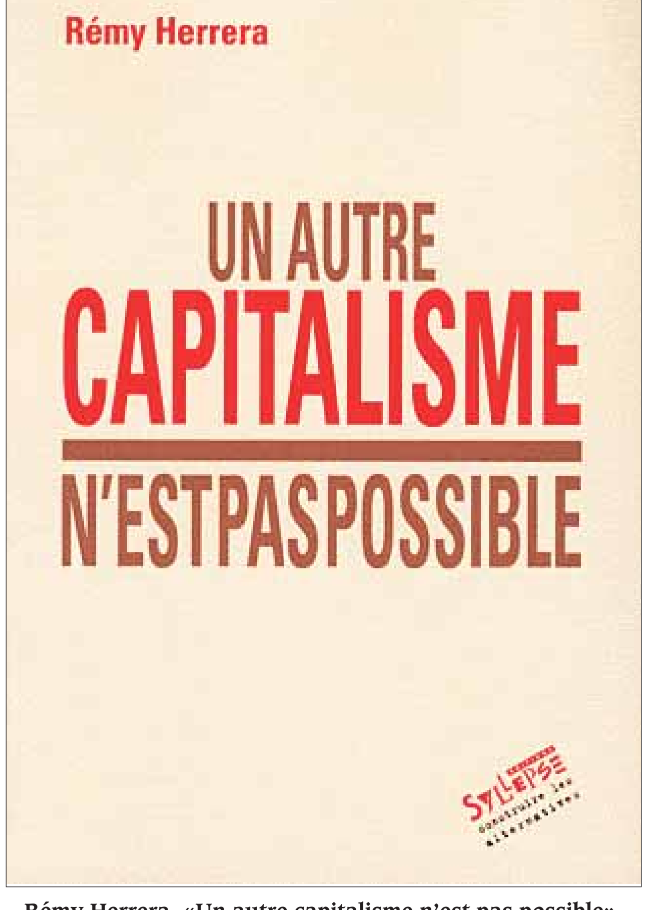
Ce qui est tout à fait éclairant dans cette analyse, et que le terme de néolibéralisme nous masque souvent, est le fait que le capital comme ses théoriciens néo-classiques ont tous bien compris que le système capitaliste, en crise structurelle ne pourra être sauvé sans l'Etat. Cet Etat est d'abord indispensable pour privatiser ses fonctions. On vient de le voir à propos de l'école mais Rémy Herrera analyse également la privatisation des activités de défense: « *la part dans la structure de propriété du capital des grands groupes de l'armement détenue par des investissements institutionnels, eux mêmes contrôlés par les oligopoles bancaires et financiers, tend à s'accroître au cours des dernières années. Le reste n'en est que la conséquence: débauchage de responsables de l'Etat par ces sociétés, participation au travers de portefeuille boursiers d'honnêtes citoyens- sans même le savoir- au capital de compagnies de mercenaires coupables d'exactions aux quatre coins du monde, douteuses cohabitation d'actionnaires, scandales divers et nauséabonds* » (P.75) Voilà j'ai enfin ma réponse pourquoi la question de la guerre et de la paix ne concerne plus le citoyen français et pourquoi les médias n'en parlent plus.

Il faudrait également présenter les pages passionnantes sur la crise financière, les défis auxquels sont confrontés les gouvernants de « gauche » avec la crise dite financière, Rémy Herrera propose le terme de « capital fictif » ce qui ne veut pas dire irréel mais qui peut jouer à des jeux spéculatifs à cause des multiples mécanismes de « crédit ». C'est tout à fait éclairant et expliqué à la fois d'une manière théorique (marxiste) et très concrète. C'est même parfois très drôle surtout quand il s'agit de décrire les collègues économistes et la manière dont ils aboutissent à un véritable déni de réalité. En tous les cas, lisez le ce sera peut-être la première fois où vous aurez la chance d'avoir quelques fulgurances quand vous entendrez les économistes de choc vous raconter n'importe quoi sur un plateau de télé, ou madame Lagarde au meilleur de sa forme. Mais le plus passionnant de ce livre et je vous laisse le découvrir quand vous l'aurez acheté et lu, c'est l'analyse des politiques de « gauche » par exemple celle mise en oeuvre par François Mitterrand (p.127) ou dans un tout autre genre celle de Hugo Chavez (p.169) ou encore le modèle brésilien de Lula. En commençant au titre des leurres de gauche par Obama. Rémy ne leur passe rien… Même Chavez, même s'il réserve légitimement l'essentiel de la critique à Obama..; et Mitterrand…

On le voit, c'est un livre essentiel, je dois dire que j'ai presqu'envie de vous conseiller la lecture à la manière dont Althusser proposait de lire le livre I du Capital, en sautant toute la première partie sur la valeur où Marx avait été trop inspiré par Hegel, et de passer directement à l'analyse de la plus value. Dans le cas du livre de Rémy Herrera, il s'agirait de passer directement à l'analyse de la crise systémique, c'est-à-dire la deuxième partie, l'analyse des politiques de gauche intitulé : « pratique. La gauche, c'est par où déjà? Tourner trois fois à droite… » (p.102) Un régal… Mais je n'ai jamais été d'accord avec la méthode de lecture recommandée par Althusser et je crois que la plus value doit être comprise à partir de l'analyse de la valeur. En ce qui concerne le livre de Rémy Herrera si l'on ne le lit pas depuis le début, malgré la difficulté des deux premiers chapitres, on perdra ce qui fait l'originalité de ce travail.

Rémy Herrera est incontestablement un chercheur qui maîtrise autant sinon plus que bien de ses collègues universitaires les formalisations mathématiques (il nous les économise rassurez-vous) et tout l'appareillage pseudo scientifique et il les combat de l'intérieur, il en démontre la non scientificité avant de leur dire: maintenant parlons clair vous faites de la politique et une politique réactionnaire parce que le capitalisme que vous prétendez soutenir n'est qu'une force réactionnaire et à ce titre destructrice: un autre capitalisme n'est pas possible.

Changement de Société 4 avril 2010



Rémy Herrera, «Un autre capitalisme n'est pas possible», Sylleps, construire les alternatives, Paris, 2010, 204 pages, 20 €